

LISTE DES PIECES JOINTES

- **Fiche** relative au cadre juridique et financier de la compensation financière aux collectivités territoriales et à la présentation des mesures adoptées en LFI 2020.
- **Annexe 1** : Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA) ;
- **Annexe 2** : Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) ;
- **Annexe 3** : Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne sous forme de fiscalité transférée (TIPCE et TSCA) ;
- **Annexe 4** : Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) ;
- **Annexe 5** : Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services ;
- **Annexe 6** : Tableau récapitulatif de la réforme de l'apprentissage.

FICHE relative au cadre juridique et financier de la compensation financière aux collectivités territoriales et à la présentation des mesures adoptées en LFI 2020

I. Cadre juridique et financier de la compensation des transferts de charges aux collectivités territoriales

A. Les principes de compensation

Conformément à l'article 72-2 (4^{ème} alinéa) de la Constitution :

« Tout transfert de compétences entre l'État et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice. Toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités territoriales est accompagnée de ressources déterminées par la loi. »

Les transferts de compétences aux collectivités territoriales s'accompagnent de l'attribution de ressources équivalentes à celles consacrées précédemment par l'État à leur exercice. Mis en œuvre depuis 1983¹, ce principe législatif de neutralité financière des transferts de compétences a été érigé en principe constitutionnel en 2003.

La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a également permis de préciser les règles applicables au financement des charges transférées par l'État aux collectivités territoriales au titre d'une création ou d'une extension de compétence :

- une création de compétence correspond à l'octroi d'une compétence nouvelle, dépourvue de tout lien avec une compétence déjà exercée par un niveau de collectivités territoriales².
- une extension de compétence correspond à toute mission nouvelle, rattachable à une compétence déjà assumée par une collectivité territoriale, qui se concrétise soit par l'élargissement de la compétence à une nouvelle catégorie de personnes, soit par l'attribution d'une mission nouvelle qui ne saurait être assimilée à un aménagement de la compétence déjà exercée.

Les dispositions constitutionnelles de l'article 72-2 ont trouvé leur traduction au sein du code général des collectivités territoriales :

- à l'article L.1614-1 du CGCT pour les transferts de compétences,
- à l'article L.1614-1-1 du CGCT pour les créations et extensions de compétences,
- à l'article L.1614-2 du CGCT pour les modifications par voie réglementaire des règles relatives à l'exercice des compétences transférées.

B. Les vecteurs de compensation

Il existe plusieurs vecteurs de compensation financière :

- les *dotations versées par l'État sous forme de crédits budgétaires*, qui sont libres d'emploi pour les collectivités territoriales (les ressources ne sont pas affectées à une catégorie ou une nature de dépenses). Le montant de compensation versé au titre de la

¹ L'article 5 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État a posé le principe selon lequel les transferts de compétences de l'État aux collectivités territoriales s'accompagnent du transfert concomitant par l'État « des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences ».

² Décision du Conseil Constitutionnel n° 2008-569 DC du 7 août 2008.

dotations générales de décentralisation (DGD) et les crédits du fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue³ prévus aux 1° et 2° de l'article L. 4332-1 du CGCT ne sont plus indexés et n'évoluent plus à compter de 2009, sauf nouveaux transferts de compétence à compenser ;

- les *prélèvements sur recettes* (PSR)⁴, opérés sur les recettes du budget général de l'État, qui permettent d'effectuer le versement des sommes aux collectivités territoriales sans recourir à la procédure préalable de délégation ministérielle de crédits aux préfets ;
- la *fiscalité transférée*, correspondant aux produits d'impôts d'État reversés aux collectivités territoriales, notamment la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA).

Plusieurs clauses de garantie permettent de sanctuariser de manière pérenne les montants de compensation financière versés pour l'exercice des compétences transférées :

- lorsque le produit de la fiscalité transférée est inférieur au montant du droit à compensation, l'État est tenu de majorer le montant de la fiscalité transférée à due concurrence, conformément à la jurisprudence du Conseil constitutionnel⁵ ;
- l'article 119 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales (LRL) comporte une garantie de non-baisse des recettes de fiscalité transférée ;
- les pertes de produit fiscal résultant de la modification du fait de l'État de l'assiette ou des taux de ces impôts, postérieurement à la date de transfert des impôts, sont compensés intégralement, collectivité par collectivité, pour les départements et les régions (article L.1614-5 du CGCT).

C. Tableaux de synthèse

Le montant des compensations correspondant aux transferts de compétences réalisés de 1982 à 2004 (acte I de la décentralisation) s'établit à :

- **14,70 Md€** sous forme de fiscalité transférée (cartes grises et DMTO⁶ hors réforme de la taxe professionnelle) ;
- **6,86 Md€** sous forme de DGD pour les départements et les régions (dont 6,51 Md€ basculés dans la DGF en 2004).
- **130,3 M€** sous forme de DGD des communes.

Dans le cadre de la réforme des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales, la DGD des régions et la DGD des départements de droit commun ont fait l'objet d'un transfert financier partiel en 2004 vers la dotation globale de fonctionnement (DGF) respective des régions et des départements selon les modalités suivantes :

- 95 % des crédits de la DGD revenant à chaque région ou département en 2003 ont ainsi été intégrés dans la DGF (dotation forfaitaire et dotation de compensation) de chaque région ou département pour 2004 ;

³ En application de la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, les régions exercent à compter de 2020 des compétences facultatives et résiduelles en matière d'apprentissage et le fonds régional de la formation professionnelle continue est alimenté chaque année conformément aux nouvelles dispositions de l'article L.4332-1 du CGCT.

⁴ Les PSR sont listés à l'article 79 de la LFI 2020. Quatre PSR sont gérés par le bureau du financement des transferts de compétences : le FMDI, la DDEC, la DRES et la DGCEs.

⁵ Décision DC n°2003-489 du 29 décembre 2003, considérant 23, et décision n°2004-511 DC du 29 décembre 2004, considérant n° 36.

⁶ Source : jaune « transferts de l'État aux collectivités territoriales » annexé au PLF 2020. Il convient de préciser que les DMTO ne constituent plus de la fiscalité transférée à proprement parler.

- les 5 % de crédits de la DGD restants permettent de procéder aux ajustements que peut connaître annuellement la DGD. Chaque région ou département a ainsi perçu dès 2004 et reçoit les années suivantes une DGD résiduelle égale à 5 % de la DGD 2003, indexée jusqu'en 2008 à la DGF, puis majorée ou diminuée le cas échéant au titre de accroissements ou diminutions de charges transférées.

Au total, 2 384 697 043 € des crédits de la DGD des régions et 4 130 113 369 € des crédits de la DGD des départements ont été basculés en DGF en valeur 2013 après application du taux d'évolution de la DGD, qui est gelée depuis 2009. Ces montants de compensation, intégrés à la DGF, sont « cristallisés » de manière pérenne et garantis constitutionnellement.

Le montant total des compensations allouées aux collectivités territoriales au titre des transferts de charges de 2005 à 2020 (actes II et III de la décentralisation) s'établit à :

- **14,12 Md€** sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA) ;
- **1,61 Md€** sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD) et de dotation globale de compensation (DGC) sur les programmes 119 et 122 (en intégrant la DGD des communes allouée au titre des transferts de compétences de l'acte I) ;
- Environ **2,25 Md€** sous forme de dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (FMDI, DCP, 3^{ème} part du nouveau fonds DMTO (ex FSD), fonds de stabilisation) ;
- **0,99 Md€** sous forme de PSR dédiés à l'équipement scolaire (DDEC, DRES, DGCEs).

Compensations versées en 2020 sous forme de fiscalité transférée				
	Vecteur de compensation	Départements	Régions	Total
Fiscalité transférée au titre de l'acte II et III de la décentralisation	TICPE/TSCA LRL	2 822,77 M€		2 822,77 M€
	TICPE LRL/MAPTAM/NOTRe		3 555,69 M€	3 555,69 M€
	TICPE RMI	4 560,90 M€		4 560,90 M€
	TICPE RSA	815,70 M€		815,70 M€
Fiscalité transférée à titre divers	TICPE Mayotte	26,32 M€		26,32 M€
	TSCA SDIS	1 189,00 M€		1 189,00 M€
Fiscalité transférée au titre des DRONISEP	TICPE - DRONISEP		8,25 M€	8,25 M€
Fiscalité transférée au titre de la réforme de l'apprentissage et de la formation professionnelle	Frais de gestion affectés aux régions - réforme de la formation professionnelle (pacte de confiance et de responsabilité)		680,64 M€	680,64 M€
	TICPE - réforme de la formation professionnelle		300,89 M€	300,89 M€
	TICPE – réforme de l'apprentissage		156,89 M€	156,89 M€
TOTAL		9 414,69 M€	4 702,36 M€	14 117,05 M€

Dotation générale de décentralisation (DGD) et dotation globale de compensation (DGC)

		Crédits ouverts en LFI 2019			Montants LFI 2020			Dont mesures nouvelles LFI 2020 (compensations pérennes)			
		AE	CP		AE	CP		AE	CP		
Programme 119 – DGD des communes – Action 02											
DGD des communes	DGD - concours SCHS	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €	90 601 990 €					
	DGD - concours entretien voirie nationale ville de Paris	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €	15 389 433 €					
	DGD - concours transfert monuments historiques	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €	565 962 €					
	DGD - concours élaboration documents d'urbanisme	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €	23 271 275 €					
	DGD - concours pour le financement du transfert des compétences prévu à l'article L. 631-7-1 du CCH	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €	479 598 €					
	Total action 02	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €	130 308 258 €					
Programme 119 – DGD des départements – Action 04											
DGD des départements	DGD départements	264 187 642 €	264 187 642 €	264 187 642 €	264 107 662 €	264 107 662 €				-79 980 €	
	DGD fluviale Guyane	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €	1 473 132 €					
		Total action 04	265 660 774 €	265 660 774 €	265 660 774 €	265 580 794 €	265 580 794 €				-79 980 €
Programme 119 – DGD des régions – Action 05											
DGD des régions	DGD droit commun	598 592 182 €	598 592 182 €	598 592 182 €	598 592 182 €	598 592 182 €					
	DGD Corse (DCT)	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €	187 036 233 €					
	DGD STIF	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €	128 102 206 €					
		Total action 05	913 730 621 €	913 730 621 €	913 730 621 €	913 730 621 €	913 730 621 €				
Programme 119 – DGD concours particuliers – Action 06											
DGD concours particuliers	DGD ACOTU	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €	87 885 413 €					
	DGD ports maritimes	53 199 358 €	53 199 358 €	53 260 238 €	53 260 238 €	53 260 238 €				60 880 €	
	DGD bibliothèques	88 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €	88 421 426 €					
	DGD aérodromes	4 098 868 €	4 098 868 €	4 098 868 €	4 098 868 €	4 098 868 €					
	DGD domaine public fluvial	2 761 959 €	2 761 959 €	2 743 471 €	2 743 471 €	2 743 471 €				-18 488 €	
	Total action 06	236 367 024 €	236 367 024 €	236 409 416 €	236 409 416 €	236 409 416 €				42 392 €	
	TOTAL P. 119	1 550 066 677 €	1 550 066 677 €	1 550 066 677 €	1 550 029 089 €	1 550 029 089 €				-37 588 €	
Programme 122 – Concours spécifiques et administration											
Dotations OM	DGC Nouvelle-Calédonie (indexation annuelle)	53 031 679 €	53 031 679 €	53 848 409 €	53 848 409 €	53 848 409 €					
	DGC Polynésie française	1 002 451 €	1 002 451 €	1 902 451 €	1 902 451 €	1 902 451 €				900 000 €	
	DGC Saint-Martin	4 433 738 €	4 433 738 €	4 433 738 €	4 433 738 €	4 433 738 €					
		TOTAL P. 122	58 467 868 €	58 467 868 €	59 367 868 €	59 367 868 €	59 367 868 €				900 000 €
	TOTAL dotations de compensation	1 608 534 545 €	1 608 534 545 €	1 609 396 957 €	1 609 396 957 €	1 609 396 957 €				862 412 €	

Dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)	
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMIDI)	466 980 145 €
Dispositif de compensation péréquée (DCP)	1 016 831 356 € (montant prévisionnel 2020)
3 ^{ème} part du nouveau Fonds DMTO (ex Fonds de solidarité en faveur des départements - FSD)	648 000 000 €
Fonds de stabilisation	115 000 000 €

Prélèvements sur recettes dédiés à l'équipement scolaire	
Dotations départementales d'équipement des collèges (DDEC)	326 317 000 €
Dotations régionales d'équipement scolaire (DRES)	661 186 000 €
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire (DGCEs)	2 686 000 €

II. Les principales mesures de la LFI pour 2020

A. Les compensations versées sous forme de TICPE

1. Compensation au département de Mayotte du transfert au 1^{er} janvier 2018 du dispositif d'accompagnement à la création et à la reprise d'entreprises (NACRE) en application de la loi NOTRe du 7 août 2015

Le transfert de la compétence NACRE à compter du 1^{er} janvier 2018 prévu par la loi NOTRe résulte de l'application de l'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte.

La LFI pour 2020 procède à une actualisation du montant de **la compensation pérenne** allouée au département de Mayotte en prenant en compte, à compter de 2020, la valorisation financière des ETP non transférés du ministère du travail (0,5 ETP) au titre du transfert de service, pour un **montant total de 29 035 €** (cf. annexe 1). Un **versement non pérenne**, au titre des années 2018 et 2019, est également effectué à hauteur de **58 070 €** (cf. annexe 3).

2. Compensation au département de Mayotte du transfert des compétences relatives à la formation professionnelle en application de la loi Formation professionnelle du 5 mars 2014

L'ordonnance du 25 octobre 2017 précitée rend applicable à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2018 les dispositions de la loi du 5 mars 2014 comportant de nouveaux transferts en matière de formation professionnelle (validation des acquis de l'expérience, rémunération des stagiaires en formation, formation professionnelle des détenus...).

La LFI pour 2020 procède à une actualisation du montant de la compensation pérenne allouée au département de Mayotte en prenant en compte, à compter de 2020, la valorisation financière des ETP non transférés du ministère de la justice (0,1 ETP) et du ministère du travail (0,4 ETP) au titre du transfert de service, pour un **montant total de 25 212 €** (cf. annexe 1).

3. Compensation aux régions du transfert des services chargés de la gestion des fonds et programmes européens prévu par la loi MAPTAM du 27 janvier 2014

L'article 78 de la loi MAPTAM prévoit le transfert aux régions des services chargés de la gestion des fonds européens pour la période 2014-2020. A la suite de la parution du décret n° 2015-783 du 29 juin 2015, les quatre vagues de transferts ont pu avoir lieu au 1^{er} juillet 2015, 1^{er} janvier 2016, 1^{er} janvier 2017 et 1^{er} janvier 2018.

La LFI pour 2020 prévoit des ajustements de la compensation financière des 2^{ème} et 4^{ème} vagues correspondant aux transferts de services aux 1^{er} janvier 2016 et 1^{er} janvier 2018.

La compensation financière qui en découle prend en compte certaines catégories de charges (frais de fonctionnement, postes vacants, fractions d'emploi, agents titulaires et non titulaires, action sociale) dans les conditions suivantes :

- la compensation est calculée conformément aux dispositions de la loi MAPTAM et aux principes retenus par la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC) ;

- les personnels dont la rémunération était en partie financée par l'État avec les crédits de l'assistance technique sont transférés avec ces crédits, à l'exception des dépenses effectuées par l'État en tant qu'autorité de gestion des fonds européens qui s'entendent nettes des crédits de l'assistance technique ;
- les personnels ayant exercé leur droit d'option (intégration ou maintien en détachement) sont compensés au coût réel. La compensation financière des fractions d'emplois, emplois disparus ou devenus vacants s'effectue sur la base du coût en pied de corps ;
- la méthode d'évaluation de la compensation financière due au titre des frais de fonctionnement s'effectue sur la base d'une évaluation des frais de fonctionnement des services, hors loyers, exprimée en ratios moyens (€/ETP) nationaux. Un ratio moyen national est déterminé par chaque employeur dont des effectifs sont à transférer.

La compensation **pérenne** prévue au titre de 2020 s'élève à **228 446 €** (cf. annexe 1). Elle est allouée aux régions métropolitaines et d'outre-mer au titre :

- des agents (1 ETP) ayant optés pour le détachement lors de la 1^{ère} vague de droit d'option avant le 31 août 2017 (91 510 € pour La Réunion) ;
- des agents (1,8 ETP) ayant optés pour le détachement lors de la 2^{ème} vague de droit d'option au 31 août 2019.

La LFI 2020 procède également à un ajustement de la compensation **non pérenne** d'un montant de **158 715 €** au titre des postes de personnels titulaires devenus vacants en 2019 (91 510 € pour La Réunion) et des personnels de la 2^{ème} vague ayant exercés leur droit d'option au 31 août 2019 (67 205 € pour l'Occitanie).

4. Compensation aux régions du transfert partiel au 1er janvier 2016 de la gestion des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives (CREPS) prévu par la loi du NOTRe du 7 août 2015

Le décret n° 2016-1055 du 1^{er} août 2016 fixe la date et les modalités de transfert définitif des services ou parties de services des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive qui participent à l'exercice des compétences transférées aux régions par l'article 28 de la loi NOTRe.

La LFI pour 2020 procède à un **ajustement pérenne** du droit à compensation attribué aux régions pour les dépenses liées à la 2^{ème} vague d'option d'un montant de **1 945 618 €** (cf. annexe 1) dont :

- 1 612 884 € pour les titulaires ayant opté pour l'intégration ou le détachement avec effet au 1^{er} janvier 2020, soit détaché d'office à la même date ;
- 15 379 € pour les dépenses d'action sociale correspondant au nombre d'agents et de postes vacants transférés ;
- 373 593 € pour les postes vacants durant l'année 2019 et ceux constatés vacants à l'issue des campagnes de recensement d'exercice de droit d'option.

De plus, un versement **non pérenne** du droit à compensation d'un montant de **51 012 €** est inscrit en LFI 2020 (cf. annexe 3) dont :

- 37 411 € pour le paiement des jours de CET des agents ayant fait usage de leur droit d'option entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2019 ;
- 175 520 € pour les postes devenus vacants en 2019, au *pro rata temporis* de leur absence sur l'exercice 2019, dont un poste vacant depuis le 01/08/2017 ;

- 1 770 € pour les dépenses d'action sociale correspondant aux postes vacants transférés ;
- un correctif de -163 689 €.

5. *Compensation aux régions du transfert des délégations régionales de l'ONISEP en application de la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel*

A compter du 1^{er} janvier 2019, les régions se sont vu transférer les missions des délégations régionales de l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP) en application de la loi du 5 septembre 2018 précitée, en matière de diffusion de la documentation et d'élaboration des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelles des jeunes.

Les modalités de la compensation financière aux régions ont été validées par la Commission consultative d'évaluation des charges le 12 juin 2019.

La LFI pour 2020 procède à l'inscription **d'un droit à compensation provisionnel** des régions à hauteur de **8 252 478 €** en valeur 2019, dont 1 088 681 € au titre des charges de fonctionnement et d'investissement et 7 163 797 € au titre de la valorisation financière des ETP non transférés.

Le montant du droit à compensation provisionnel fait l'objet d'un versement imputé sur la part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques revenant à l'Etat.

6. *Les conséquences financières de la réforme de l'apprentissage*

La LFI pour 2020 tire les conséquences de la réforme de l'apprentissage. La loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel a transformé le modèle de financement de l'apprentissage en confiant à titre principal aux branches professionnelles la responsabilité du financement des contrats d'apprentissage, via les opérateurs de compétences (OPCO) à compter du 1^{er} janvier 2020.

a) La suppression des ressources régionales à l'apprentissage (cf. annexe 6)

A compter du 1^{er} janvier 2020, les ressources régionales dédiées à l'apprentissage sont supprimées :

- les crédits des programmes 787 et 790 de la mission « Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage » (FNDMA) à hauteur de **1 592,6 M€** (montant 2017), correspondant à 51% du montant de la taxe d'apprentissage;
- la fraction de taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques (TICPE), versée aux régions en application de l'article 29 de la LFI pour 2015, à hauteur de **150,5 M€** (montant 2017) ;
- la compensation financière versée aux régions au titre de la prime d'apprentissage, en application des articles 40 et 140 de la LFI pour 2014, à hauteur de **230,5 M€** (montant 2017) ;
- la compensation financière versée aux régions au titre de l'aide au recrutement d'un apprenti, en application des articles 38 de la LFI pour 2016 et 123 de la LFI pour 2015, à hauteur de **95,2 M€** (montant 2017).

Le montant total des ressources reprises aux régions s'élève ainsi à **2 068,8 M€**.

b) La mise en place d'une compensation complémentaire afin d'assurer la neutralité budgétaire de la réforme de l'apprentissage (annexe 6)

Les ressources régionales dédiées à l'apprentissage et reprises à compter de 2020 sont supérieures à la moyenne des dépenses d'apprentissage constatées. Afin d'assurer la neutralité budgétaire de la réforme de l'apprentissage, la LFI pour 2020 prévoit ainsi un dispositif de compensation s'élevant à **268,2 M€** :

- les régions dont les ressources reprises par l'Etat s'avèrent être supérieures à la dépense moyenne font l'objet d'un versement d'une part du produit de la TICPE d'un montant fixe de **156,9 M€** ;
- les régions dont les ressources reprises par l'Etat s'avèrent être inférieures à la dépense moyenne font l'objet d'une reprise complémentaire de crédits financée via le produit des frais de gestion (CVAE, taxe d'habitation, cotisation foncière des entreprises) et la fraction de TICPE dédiés au financement de la formation professionnelle (article 41 de la LFI pour 2014), à hauteur de **-11,3 M€** ;
- un financement complémentaire est assuré par un prélèvement sur les recettes de l'Etat (PSR), d'un montant fixe de **122,6 M€**.

B. Les compensations versées sous forme de crédits budgétaires

1. La reconduction en 2020 des montants 2019 des dotations de fonctionnement et d'investissement

Hors mesures nouvelles détaillées ci-dessous, les montants 2019 de DGD mentionnée à l'article L. 1614-4 du CGCT, de la dotation de continuité territoriale (DCT) allouée à la collectivité de Corse, de la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) et de la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC) et de la dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCES) sont reconduits pour 2020.

2. Les mesures nouvelles de compensation inscrites aux programmes de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (RCT)

Les crédits de la DGD et de la DGC sont ventilés au sein de la mission RCT sur les 2 programmes suivants :

- 119 Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements,
- 122 Concours spécifiques et administration, regroupant notamment les dotations outre-mer.

Au sein du programme 119, les transferts de compétences qui donnent lieu à un ajustement de la compensation sous forme de DGD sont :

- a) la compensation aux départements allouée dans le cadre de l'attribution de la DGD de droit commun des départements, dont le montant est minoré de **- 79 980 €** :
 - o le projet annuel de performance prévoit que la DGD de droit commun des départements est minorée de **-229 335 €** par rapport à la LFI pour 2019. Il s'agissait en 2019 d'une mesure de compensation non pérenne au titre des transferts d'agents en application de la loi n°85-1098 du 11 octobre 1985 relative à la prise en charge par l'Etat, les départements et les régions des

- dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité (-96 074€ pour la Gironde, -20 951 € pour l'Indre-et-Loire, -25 171 € pour la Seine-Saint-Denis, -113 377 € pour le Val-de-Marne et +26 238 € pour la Guadeloupe) ;
- la DGD de droit commun des départements est par ailleurs majorée de façon pérenne à hauteur de **149 355 €** (Puy-de-Dôme) au titre du transfert d'agents en application de la loi du 11 octobre 1985 précitée.
- b) la compensation aux collectivités territoriales et à leurs groupements des dépenses d'investissement et de fonctionnement résultant du transfert des ports départementaux (article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83-8 du 7 janvier 1983) et des ports d'intérêt national (article 30 de la loi LRL) : les crédits sont majorés d'un montant total de **+60 880 €** :
- le PAP prévoit que la DGD Ports maritimes est minorée de **-64 288 €** par rapport à la LFI pour 2019. Il s'agissait en 2019 d'une mesure de compensation non pérenne au bénéfice de la Normandie (30 858 €) et de l'Occitanie (33 430 €) ;
 - la DGD Ports maritimes est par ailleurs majorée de façon pérenne à hauteur de **+125 168 €** au titre des postes devenus vacants en 2018, au bénéfice du Languedoc-Roussillon (+62 584 €), du Nord-Pas-de-Calais (+31 292 €) et de la Basse-Normandie (+31 292 €).
- c) la compensation aux communes et à leurs groupements du transfert des voies d'eau (article 32 de la loi LRL et articles L.3113-1 à L.3113-4 du code général de la propriété des personnes publiques) ou des services ou parties de services en charge des portions du domaine public fluvial transférées : le concours particulier « domaine public fluvial » (DPF) est minoré de **-18 488 €** portant le montant total de ce concours à **2 743 471 €** à compter de 2020 :
- le PAP prévoit que la DGD DPF est minorée de -59 059 € par rapport à la LFI pour 2019. Il s'agissait en 2019 d'une mesure de compensation non pérenne au bénéfice de l'Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise (IIBSN) compétent sur le DPF de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes depuis le 1^{er} janvier 2015 ;
 - le PAP prévoit également un transfert pérenne du programme 113 « Paysage, eau et biodiversité » à hauteur de +40 571 € au profit de la communauté d'agglomération Seine-Eure, au titre du transfert à compter du 1^{er} janvier 2020 du DPF « Eure et Andelle ».

En complément du tableau de synthèse, figurant au I. C., vous trouverez en annexe n°2 des tableaux récapitulants les montants et l'objet des mesures nouvelles de compensation versées sous forme de DGD ayant un impact sur le programme 119.

A sein du programme 122, la LFI pour 2020 prévoit deux ajustements financiers à la hausse (cf. annexe 2) :

- a) **la dotation globale de compensation (DGC) versée depuis 2009 à la Nouvelle-Calédonie** a fait l'objet d'un ajustement en raison de ses modalités d'indexation. En effet, la DGC de Nouvelle-Calédonie évolue comme la somme du taux prévisionnel de la moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) et de la moitié du taux d'évolution du produit intérieur brut (PIB) en volume de l'année en cours, sous réserve qu'il soit positif (ce taux d'évolution est de 1,70% pour 2020), sauf pour la partie de la dotation qui compense les charges d'investissement dans les

lycées, qui évolue quant à elle chaque année dans la même proportion que la variation de la moyenne sur 4 trimestres de l'indice du coût de la construction en Nouvelle-Calédonie (ce taux s'élève à 0,5475 % pour 2020).

La DGC de Nouvelle-Calédonie est également majorée de 35 208 € au titre d'un ajustement financier relatif à la prise en charge par la Nouvelle-Calédonie de la police de la circulation maritime depuis 2012.

La DGC de la Nouvelle-Calédonie s'élève en 2020 à **53 848 409 €**, après indexation des compensations déjà inscrites.

- b) **La dotation globale de compensation (DGC) de la Polynésie française est quant à elle majorée de 900 000 €** au titre du transfert des aérodromes de Bora-Bora, Raiatea et Rangiroa à la collectivité à statut particulier de Polynésie française, à compter du 1^{er} avril 2020. Ce transfert de trois aérodromes s'effectue en application des dispositions de la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française et le calcul de la compensation provisionnelle est réalisé conformément aux modalités du décret n°2005-1688 du 26 décembre 2005 relatif aux modalités d'évaluation des charges et des transferts de service de l'Etat à la Polynésie française. Le montant définitif de la compensation, qui sera fixé par arrêté après avis de la commission consultative d'évaluation des charges, fera l'objet d'un ajustement en LFI pour 2021.

Pour mémoire :

- le montant de la DGC de Saint-Martin est cristallisé à 4 433 738 € pour Saint-Martin ;
- l'article 36 de la LFI 2016 a modifié l'article 104 de la LFR 2007 en supprimant pour la collectivité de Saint-Barthélemy le bénéfice du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée à compter du 1^{er} janvier 2016 et en diminuant, à due proportion la DGC. Ainsi, la DGC due à l'État par Saint-Barthélemy s'élève à 2 882 572 €.

C. Les dispositifs de soutien aux départements pour le financement des allocations individuelles de solidarité (AIS)

1. Le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI)

Le fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI), doté initialement de 500 M€ par an, a été créé par l'article 37 de la LFI 2006 et codifié à l'article L.3334-16-2 du CGCT. Le FMDI a fait l'objet de plusieurs modifications. La dernière réforme conduite en LFI 2017 visait à renforcer la part « insertion » du fonds et le caractère incitatif à conclure des contrats aidés financés par le département. Le décret n°2019-675 du 28 juin 2019 est venu préciser les modalités de répartition du FMDI au titre des contrats de travail aidés (CUI-CAE, CUI-CIE, EAV et CDDI) cofinancés par les départements.

La collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte ne bénéficient plus des ressources du FMDI à compter de 2019 et le département de La Réunion à compter de 2020, en raison de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) effectuée pour ces trois territoires.

Pour 2020, le FMDI est ainsi doté de **466 980 145 €**.

2. Le dispositif de compensation péréquée (DCP)

Dans le cadre du Pacte de confiance et de responsabilité entre l'État et les collectivités locales, adopté le 13 juillet 2013, le Gouvernement a attribué de nouvelles ressources aux départements afin d'assurer leur autonomie financière et le respect de leur libre administration.

La création par l'article 42 de la LFI 2014 du dispositif de compensation péréquée (DCP) s'est traduite par le transfert aux départements de la totalité de la ressource fiscale que l'État percevait au titre des frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB). Cette ressource nouvelle allouée depuis 2014 vise à compenser les coûts induits par les décrets de revalorisation exceptionnelle du RSA, adoptés de septembre 2013 à mai 2017.

La LFI 2019 a procédé à la codification du DCP (article L. 3334-16-3 du CGCT) qui a assuré la compensation des charges nouvelles supportées par les départements.

Le montant du DCP réparti en 2019 s'établit à **994 298 999 €**. Le montant prévisionnel pour 2020 est de **1 016 831 356 €**. Depuis sa création, le DCP constitue une ressource dynamique, dont le montant annuel alloué à chaque département est évolutif.

La collectivité territoriale de Guyane et le Département de Mayotte ne bénéficient plus des ressources du DCP à compter de 2019 et le département de La Réunion à compter de 2020 en raison de la recentralisation du revenu de solidarité active (RSA) effectuée pour ces trois territoires.

3. La troisième enveloppe du fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (ex FSD)

A la suite du Pacte de confiance et de responsabilité signé entre l'État et les départements en juillet 2013, le fonds de solidarité en faveur des départements (FSD), créé et codifié à l'article L.3335-3 du CGCT par l'article 78 de la LFI 2014, a été pérennisé en LFI 2015 afin de réduire les inégalités constatées entre les départements en matière de « reste à charge » par habitant au titre des dépenses d'allocations individuelles de solidarité (RSA, APA, PCH).

La LFI pour 2020 tire les conséquences des travaux avec l'Assemblée des départements de France sur la rénovation de la péréquation horizontale des départements en procédant à la fusion des prélèvements opérés au titre des trois fonds de péréquation assis sur les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) perçus par les conseils départementaux : le fonds national de péréquation des DMTO, le fonds de solidarité des départements (FSD) et le fonds de soutien interdépartemental (FSID).

Le FSD est désormais codifié à l'article L.3335-2 du CGCT et constitue la 3^{ème} enveloppe de ce nouveau fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux, alimenté par un mécanisme de prélèvement unique.

Les modalités de répartition restent en revanche inchangées par rapport à 2019 : les ressources de la 3^{ème} enveloppe sont ainsi réparties entre les départements éligibles en fonction des restes à charge respectifs des départements en matière d'AI (pour 30 %) et en fonction de la population et de l'écart relatif entre le RAC / habitant et le RAC / habitant médian de l'ensemble des départements (pour 70 %).

Le montant à répartir **en 2020 s'élève à 648,0 M€** contre 585,7 M€ en 2019.

4. Le fonds de stabilisation

Un fonds de stabilisation, doté de **115 M€**, a été créé par le II de l'article 261 de la LFI 2019 pour une durée trois ans, de 2019 à 2021, en vue d'accompagner les départements connaissant des difficultés en raison de la dynamique de leurs dépenses en matière d'allocations individuelles de solidarité (AIS).

Sont éligibles à ce fonds les départements :

- présentant un reste à charge au titre des AIS supérieur à la moyenne nationale par habitant ;
- connaissant une situation financière dégradée par rapport à plusieurs indicateurs d'analyse financière (solde moyen du reste à charge par habitant, potentiel fiscal par habitant ou revenu fiscal de référence par habitant, taux d'épargne brute).

En 2019, 31 départements ont bénéficié du fonds de stabilisation. Pour 2020, le nombre de départements bénéficiaires devrait être similaire.

Les critères de répartition du fonds combinent des indices démographiques et financiers (potentiel fiscal par habitant, revenu par habitant, taux du foncier bâti, ...) et garantissent que le montant perçu par les départements éligibles au fonds de stabilisation ne pourra être inférieur à 50 % du montant perçu en 2018 au titre du fonds de soutien exceptionnel à destination des départements.

La répartition de ce fonds sera effectuée au 2nd semestre et une note d'information aux préfets sera diffusée à l'automne.

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (synthèse)

Compensation TICPE	
Tranche	Total
2005	453 090 589 €
2006	583 961 422 €
2007	1 308 319 554 €
2008	609 240 012 €
2009	222 708 723 €
2010	37 763 098 €
2011	7 047 306 €
2012	1 650 662 €
2013	3 483 385 €
2014	1 484 745 €
2015	214 525 554 €
2016	23 471 138 €
2017	36 239 221 €
2018	43 281 820 €
2019	7 143 514 €
2020	2 284 548 €
Total	3 555 695 291 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total tranche 2007	Total tranche 2008	Total tranche 2009	Total tranche 2010
Auvergne - Rhône-Alpes	49 930 960 €	14 795 076 €	198 357 939 €	35 209 982 €	19 907 864 €	4 051 672 €
Bourgogne - Franche-Comté	20 167 604 €	7 329 600 €	66 051 194 €	42 427 022 €	9 158 995 €	2 662 831 €
Bretagne	22 322 750 €	7 019 345 €	96 045 490 €	12 351 982 €	7 429 427 €	3 017 386 €
Centre - Val de Loire	17 654 607 €	28 436 616 €	12 944 397 €	43 793 367 €	10 261 637 €	1 396 390 €
Corse	1 207 338 €	650 738 €	6 722 279 €	6 618 539 €	13 108 773 €	700 561 €
Grand-Est	44 520 116 €	19 270 368 €	89 213 469 €	77 467 175 €	57 085 232 €	4 254 289 €
Hauts-de-France	50 610 639 €	20 279 918 €	165 231 921 €	34 215 865 €	13 643 713 €	2 861 505 €
Ile-de-France	91 677 206 €	434 641 906 €	1 347 594 541 €	132 777 521 €	42 584 928 €	7 986 570 €
Normandie	30 567 155 €	14 668 862 €	68 246 791 €	48 637 952 €	6 874 853 €	1 712 375 €
Nouvelle-Aquitaine	40 965 206 €	13 445 860 €	133 734 468 €	73 223 914 €	18 302 252 €	2 976 453 €
Occitanie	38 554 341 €	11 128 169 €	98 517 626 €	72 072 089 €	8 622 897 €	3 166 067 €
Pays de la Loire	18 369 372 €	5 913 027 €	99 841 507 €	9 994 001 €	55 49 873 €	1 133 790 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	29 544 686 €	7 352 333 €	118 218 101 €	17 911 014 €	10 118 698 €	1 823 364 €
Total métropole	453 090 889 €	553 961 422 €	1 308 319 654 €	609 240 012 €	222 706 723 €	37 765 088 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	453 090 889 €	553 961 422 €	1 308 319 654 €	609 240 012 €	222 706 723 €	37 765 088 €

Annexe n°1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2011																
	Réforme LMD infirmier (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Personnels des affaires sociales (loi LRL hors LAV)		Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Personnel des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)			Total tranche 2011				
			Application de la clause de sauvegarde au titre des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/03/2010 (1ère campagne d'option)	Démissions d'action sociale des personnels ayant opté au 31/03/2010	Agents non titulaires de droit public	Postes vacants 2011	Vacants intermédiaires	Charges de vacations	Transfert de l'III domaniale (et fonctionnement des postes afférent)	Charges de vacations	Inadmissibles de service ait		Vacants intermédiaires	Postes vacants 2011		
Auvergne - Rhône-Alpes	403 964 €	15 022 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	419 016 €
Bourgogne - Franche-Comté	171 001 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	171 001 €
Bretagne	118 163 €	7 194 €	0 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 916 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 200 576 €
Centre - Val de Loire	132 640 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €
Corse	14 272 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 976 €	352 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 600 €
Grand-Est	310 593 €	42 520 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 008 €	25 180 €	49 538 €	30 021 €	681 952 €
Hauts-de-France	476 983 €	16 033 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 117 €
Ile-de-France	722 903 €	36 754 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	759 657 €
Normandie	197 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 112 €
Nouvelle-Aquitaine	283 325 €	47 904 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	341 229 €
Occitanie	219 594 €	9 538 €	1 445 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	230 577 €
Pays de la Loire	127 243 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	127 243 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	223 587 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	223 587 €
Total métropole	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 916 €	5 976 €	352 €	215 008 €	25 180 €	49 538 €	30 021 €	9 184 €	25 180 €	49 538 €	7 047 306 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Reunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	3 410 419 €	174 956 €	1 445 €	2 981 563 €	25 743 €	64 105 €	53 916 €	5 976 €	352 €	215 008 €	25 180 €	49 538 €	30 021 €	9 184 €	25 180 €	49 538 €	7 047 306 €

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2012											Total tranche 2012	
	Réforme LMD infirmier (3ème tranche)	Réforme AF-GSU (2ème tranche)	Réforme LMD ergothérapeute (2ème tranche)	Personnels Equipement - Services transférés en 2010 (voies d'eau Bretagne)			Services des parcs de fréquentation transférés en 2011			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (Alsace)			
				Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Postes devenus vacants en 2012			
Auvergne - Rhône-Alpes	181 006 €	-208 260 €	18 180 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 074 €
Bourgogne - Franche-Comté	78 005 €	-80 050 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-2 045 €
Bretagne	53 884 €	-69 085 €	9 184 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 422 979 €
Centre - Val de Loire	59 923 €	-66 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-6 513 €
Corse	6 802 €	-7 012 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 091 €	266 €	0 €	0 €	0 €	59 937 €
Grand-Est	140 520 €	-171 026 €	53 600 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 917 €	76 279 €	0 €	189 290 €
Hauts-de-France	211 784 €	-221 043 €	20 755 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 498 €
Ile-de-France	324 674 €	-382 136 €	47 302 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-10 160 €
Normandie	88 282 €	-95 359 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-7 077 €
Nouvelle-Aquitaine	131 856 €	-152 212 €	58 317 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	38 961 €
Occitanie	100 483 €	-116 510 €	12 235 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-3 793 €
Pays de la Loire	57 991 €	-70 117 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-12 426 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	100 687 €	-123 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	-22 914 €
Total métropole	1 535 183 €	-1 760 804 €	229 573 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	0 €	60 091 €	266 €	89 917 €	76 279 €	0 €	1 650 662 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Reunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	1 535 183 €	-1 760 804 €	229 573 €	1 391 104 €	11 798 €	26 294 €	0 €	60 091 €	266 €	89 917 €	76 279 €	0 €	1 650 662 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2014						Total tranche 2014
	Permis de services en eau chaude transférés en 2011 (Alsace)	Emplois disparus (hors emplois sauvegardés)	Réforme LMD ergothérapeute (1ère tranche)	Réforme LMD podoplatre (2ème tranche)	Réforme LMD manipulateur d'électrodiagnostic infirmier (3ème tranche)	Réforme LMD infirmier agréé (20ème tranche)	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	-1 489 €	0 €	197 990 €	14 593 €	20 026 €	200 189 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	9 985 €	10 722 €	20 707 €
Bretagne	0 €	-339 €	0 €	57 429 €	10 752 €	8 375 €	76 216 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	0 €	60 339 €	5 171 €	5 623 €	71 133 €
Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Grand-Est	32 089 €	-2 590 €	0 €	138 227 €	8 157 €	21 849 €	197 721 €
Hauts-de-France	0 €	-558 €	0 €	48 035 €	6 532 €	17 405 €	71 414 €
Ile-de-France	0 €	-1 489 €	0 €	200 859 €	0 €	20 038 €	219 507 €
Normandie	0 €	0 €	0 €	48 802 €	10 094 €	10 722 €	69 417 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	-3 723 €	47 102 €	119 731 €	18 033 €	16 738 €	197 882 €
Occitanie	0 €	-417 €	41 656 €	141 180 €	7 614 €	16 619 €	206 652 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 502 €	49 008 €	0 €	8 789 €	59 677 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	0 €	48 950 €	4 544 €	10 734 €	64 228 €
Total métropole	32 089 €	-10 896 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Reunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total global	32 089 €	-10 896 €	90 660 €	1 109 547 €	95 446 €	167 619 €	1 484 745 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2016													Total tranche 2016					
	Dépenses de fonctionnement	Agents non titulaires (ANT)	Compensation des postes vacants intermédiaires (entre le 01/01/2014 et le 31/12/2015)	Fractions d'emploi	Compensation des titulaires optés pour le détachement lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/03/2015)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 1ère campagne de droit d'option	Poies surnuméraires vacants en 2016	Personnels titulaires optés pour l'intégration lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/03/2016)	Personnels titulaires optés lors de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31/03/2016)	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Poies surnuméraires vacants en 2017	Dépenses d'action sociale des personnels titulaires ayant opté lors de la 2ème campagne de droit d'option	Services des parcs transférés en 2011		Loi NOTRe	Transfert de compétences de la loi n°2014-957 du 5 mars 2014	Réforme LMD (4ème tranche)	Réforme LMD masseur-kinés (1ère tranche)	Total
Auvergne - Rhône-Alpes	92 579 €	0 €	99 804 €	388 307 €	38 773 €	1 016 €	13 384 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 121 €	0 €	7 17 833 €	1 687 323 €	0 €	0 €	138 919 €	3 155 938 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	583 411 €	652 626 €	0 €	0 €	65 871 €	1 281 708 €
Bretagne	2 450 €	0 €	0 €	31 537 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	374 340 €	0 €	0 €	58 980 €	468 938 €
Centre - Val de Loire	13 938 €	0 €	53 701 €	16 813 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	33 811 €	0 €	236 862 €	0 €	45 464 €	440 109 €
Corse	4 658 €	25 802 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 843 €
Grand-Est	31 924 €	0 €	0 €	187 527 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	2 008 281 €	424 804 €	0 €	0 €	101 539 €	2 752 228 €
Hauts-de-France	23 318 €	0 €	0 €	164 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	1 243 €	0 €	0 €	0 €	619 401 €	1 687 303 €	290 733 €	0 €	142 455 €	3 076 918 €
Ile-de-France	39 218 €	0 €	189 872 €	192 391 €	0 €	0 €	33 480 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	587 105 €	1 204 277 €	0 €	0 €	324 312 €	2 896 635 €
Normandie	11 270 €	0 €	0 €	73 439 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	445 660 €	0 €	0 €	81 330 €	811 699 €
Nouvelle-Aquitaine	30 264 €	0 €	0 €	324 873 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 512 349 €	1 509 026 €	0 €	-5 165 €	120 733 €	3 481 880 €
Occitanie	39 888 €	0 €	0 €	381 419 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	1 462 384 €	1 065 798 €	0 €	-5 203 €	80 826 €	3 065 482 €
Pays de la Loire	8 850 €	31 059 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	91 630 €	431 €	0 €	0 €	0 €	154 228 €	316 621 €	0 €	-14 €	65 871 €	668 326 €
Pronvince-Alpes-Côte d'Azur	8 570 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	154 €	0 €	0 €	0 €	1 208 705 €	0 €	0 €	99 516 €	1 330 685 €	
Total métropole	306 987 €	56 881 €	353 377 €	1 738 721 €	38 773 €	1 016 €	48 845 €	60 241 €	284 988 €	2 290 €	16 016 €	14 083 €	330 €	8 873 287 €	9 327 777 €	527 445 €	-10 532 €	1 325 033 €	22 965 487 €
Guadeloupe	5 044 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 044 €
Martinique	19 841 €	0 €	4 285 €	96 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €	139 529 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	32 110 €	0 €	0 €	62 376 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	267 517 €	0 €	0 €	0 €	10 103 €	372 107 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	56 995 €	0 €	4 285 €	158 706 €	0 €	0 €	48 845 €	60 241 €	284 988 €	2 290 €	16 016 €	14 083 €	330 €	267 517 €	0 €	0 €	0 €	20 206 €	507 681 €
Total global	363 982 €	56 881 €	357 662 €	1 897 427 €	38 773 €	1 016 €	93 690 €	120 482 €	569 976 €	4 580 €	30 032 €	28 166 €	330 €	9 140 804 €	9 327 777 €	527 445 €	-10 532 €	1 345 239 €	23 471 137 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)
Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2017		Total tranches 2017
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		
	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA, des dépenses de fonctionnement dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA, des dépenses de fonctionnement dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option	
Auvergne - Rhône-Alpes	0 €	0 €	3 298 879 €
Bourgogne - Franche-Comté	0 €	0 €	1 703 483 €
Bretagne	0 €	0 €	1 771 426 €
Centre - Val de Loire	0 €	0 €	1 269 355 €
Corse	331 €	331 €	594 037 €
Grand-Est	0 €	0 €	2 745 144 €
Hauts-de-France	0 €	0 €	2 574 749 €
Ile-de-France	0 €	0 €	4 542 809 €
Normandie	0 €	0 €	1 666 706 €
Nouvelle-Aquitaine	0 €	0 €	3 913 974 €
Occitanie	0 €	0 €	3 593 994 €
Pays de la Loire	0 €	0 €	1 673 822 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	0 €	0 €	4 724 959 €
Total métropole	331 €	331 €	34 073 136 €
Guadeloupe	0 €	0 €	894 772 €
Martinique	0 €	0 €	363 076 €
Guyane	0 €	0 €	57 351 €
Réunion	0 €	0 €	830 885 €
Saint-Pierre-et-Miquelon	0 €	0 €	0 €
Saint-Martin	0 €	0 €	0 €
Saint-Barthélemy	0 €	0 €	0 €
Mayotte	0 €	0 €	0 €
Total Outre-mer	0 €	0 €	2 166 084 €
Total global	331 €	331 €	36 239 221 €

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2018				Total tranche 2018
	Transfert des CREPS				
	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime des retraités de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime des retraités de la 1ère campagne de droit d'option	Compensation des postes de vacataires en 2017	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires optants	
Auvergne - Rhône-Alpes					3 487 500 €
Bourgogne - Franche-Comté	250 302 €		55 356 €	2 066 €	1 837 213 €
Bretagne					1 260 931 €
Centre - Val de Loire					1 987 366 €
Corse					106 883 €
Grand-Est	694 144 €	328 363 €	44 755 €	8 657 €	6 067 240 €
Hauts-de-France					4 867 599 €
Ile-de-France					6 824 663 €
Normandie					2 590 274 €
Nouvelle-Aquitaine	237 172 €			2 066 €	2 987 946 €
Occitanie	107 146 €	88 090 €		1 475 €	2 477 146 €
Pays de la Loire					1 489 719 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	33 752 €			295 €	7 029 536 €
Total métropole	1 322 626 €	417 453 €	100 111 €	14 439 €	42 030 172 €
Guadeloupe	41 736 €			295 €	154 856 €
Martinique					233 701 €
Guyane					205 991 €
Reunion	217 720 €		23 361 €	1 475 €	416 536 €
Saint-Pierre-et-Miquelon					1 316 €
Saint-Martin					53 712 €
Saint-Barthélemy					3 489 €
Mayotte					192 247 €
Total Outre-mer	259 456 €	0 €	23 361 €	1 771 €	1 251 649 €
Total global	1 892 082 €	417 453 €	123 472 €	16 239 €	43 281 820 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHÉ 2019															
	Réforme LMD masseur-kiné (4ème tranche)	Transfert des CREPS				Transfert de la gestion des fonds européens -3ème vegie - 01/01/2017			Transfert de la gestion des fonds européens -4ème vegie - 01/01/2018		Total tranche 2019					
		Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des postes des personnels titulaires en 2018	Compensation des dépenses d'action sociale des titulaires opéants	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)	Compensation des postes des personnels titulaires en 2018	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le régime de la 2ème campagne de droit d'option (option avant le 31 août 2018)		DAC Transfert de compensation MACEP, MAGEP & 3 Salins				
Auvergne - Rhône-Alpes	442 189 €	302 825 €	43 738 €	32 802 €	2 958 €											824 312 €
Bourgogne - Franche-Comté	209 035 €	2 400 €		62 709 €	590 €			54 027 €								328 761 €
Bretagne	186 523 €															186 523 €
Centre - Val de Loire	144 716 €	32 791 €			298 €					13 070 €						190 872 €
Corse								43 568 €								43 568 €
Grand-Est	323 200 €	384 146 €	-201 009 €		1 771 €			74 461 €		47 924 €						630 483 €
Hauts-de-France	453 445 €	154 323 €		132 791 €	2 655 €					69 708 €						815 922 €
Ile-de-France	1 032 310 €	36 521 €			298 €					97 297 €						1 069 126 €
Normandie	258 881 €															258 881 €
Nouvelle-Aquitaine	384 303 €	77 283 €			886 €					73 300 €						538 771 €
Occitanie	257 274 €	346 535 €		63 310 €	3 249 €					196 489 €						866 857 €
Pays de la Loire	209 035 €															209 035 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	310 788 €	34 120 €	89 165 €		885 €											440 938 €
Total métropole	4 217 879 €	1 370 944 €	-68 106 €	291 472 €	13 588 €	43 568 €	299 065 €	392 543 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 560 708 €
Guadeloupe			115 777 €	41 843 €	889 €					165 537 €						314 042 €
Martinique										52 281 €						124 927 €
Guyane																0 €
Réunion		144 378 €	59 385 €		1 189 €					85 334 €						290 277 €
Saint-Pierre-et-Miquelon																350 €
Saint-Martin																-219 €
Saint-Barthélemy																337 €
Mayotte																-146 908 €
Total Outre-mer	0 €	144 378 €	175 162 €	41 843 €	2 065 €	0 €	240 871 €	52 281 €	72 446 €	72 446 €						562 866 €
Total global	4 217 879 €	1 515 322 €	107 056 €	333 258 €	15 644 €	43 568 €	539 965 €	444 824 €	72 446 €	72 446 €						7 143 514 €

Annexe n° 1
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 1 - Les régions (détail)

REGIONS	TRANCHE 2020						Total tranches 2006 à 2020
	Transfert des CREPS			Transfert de la gestion des fonds européens - 4ème vague - 01/01/2016	DAC transfert de compétence (VAE, formation loi formation professionnelle)	DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte	
	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le 1ère campagne de droit d'option	Compensation des personnels titulaires ayant opté pour le 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses de gestion sociale des postes vacants en 2019				
Auvergne - Rhône-Alpes	46 029 €	126 847 €	1 505 €			174 981 €	365 562 362 €
Bourgogne - Franche-Comté						0 €	160 058 313 €
Bretagne						0 €	167 493 091 €
Centre - Val de Loire		30 980 €	205 €			31 284 €	126 134 874 €
Corse						0 €	30 183 775 €
Grand-Est	121 420 €	176 754 €	2 892 €			388 663 €	326 181 777 €
Hauts-de-France	40 452 €	38 670 €	6 419 €			79 771 €	341 105 862 €
Ile-de-France						0 €	893 915 163 €
Normandie						0 €	189 192 937 €
Nouvelles-Aquitaine		33 967 €	295 €			34 262 €	319 473 559 €
Occitanie	605 197 €	230 946 €	7 092 €		136 936 €	1 029 307 €	266 224 834 €
Pays de la Loire						0 €	156 853 979 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur		6 383 €	5 €			6 388 €	208 446 497 €
Total métropole	767 075 €	464 329 €	12 723 €	0 €	136 936 €	1 744 655 €	3 549 825 923 €
Guadeloupe						0 €	1 683 341 €
Martinique						0 €	933 126 €
Guyane						0 €	657 266 €
Réunion	89 732 €	301 728 €	2 656 €	91 510 €		485 646 €	2 437 044 €
Saint-Pierre-et-Miquelon						0 €	1 666 €
Saint-Martin						0 €	53 493 €
Saint-Barthélemy						0 €	3 826 €
Mayotte					25 212 €	29 035 €	99 556 €
Total Outre-mer	89 732 €	301 728 €	2 656 €	91 510 €	0 €	54 247 €	5 869 368 €
Total global	856 807 €	766 057 €	15 379 €	91 510 €	136 936 €	29 035 €	3 655 696 291 €

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (synthèse)

Compensation LRL (TICPE / TSCA)	
Tranche	Total
2005	136 686 719 €
2006	126 395 562 €
2007	1 013 252 455 €
2008	1 099 723 799 €
2009	322 476 888 €
2010	85 523 570 €
2011	17 869 250 €
2012	13 059 382 €
2013	4 296 897 €
2014	2 314 876 €
2015	623 678 €
2016	242 908 €
2017	302 452 €
2018	0 €
2019	0 €
2020	0 €
Total	2 822 768 436 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Ain	866 429 €	7 993 €	12 303 991 €	10 838 027 €	4 156 447 €	1 604 529 €
Aisne	1 516 216 €	346 544 €	7 967 242 €	10 515 700 €	4 883 563 €	1 545 021 €
Allier	666 669 €	100 553 €	8 232 287 €	10 070 980 €	1 235 182 €	946 411 €
Alpes-de-Haute-Provence	653 078 €	58 465 €	3 474 500 €	6 424 787 €	3 872 814 €	794 729 €
Hautes-Alpes	284 101 €	74 203 €	3 813 493 €	4 127 441 €	2 056 757 €	1 103 445 €
Alpes-Maritimes	2 324 176 €	961 823 €	19 737 116 €	18 499 480 €	2 637 062 €	452 571 €
Ardèche	545 132 €	188 386 €	7 873 055 €	9 346 237 €	2 322 278 €	674 876 €
Ardennes	724 398 €	-145 316 €	6 600 368 €	9 671 146 €	739 464 €	528 444 €
Ariège	717 236 €	41 171 €	2 545 801 €	5 234 604 €	1 924 824 €	303 063 €
Aube	750 210 €	360 092 €	6 134 249 €	10 618 149 €	1 749 094 €	572 068 €
Aude	877 177 €	131 977 €	8 683 987 €	10 261 090 €	328 825 €	168 204 €
Aveyron	580 128 €	285 295 €	6 109 418 €	11 350 862 €	1 680 956 €	1 348 368 €
Bouches-du-Rhône	6 163 488 €	2 810 095 €	34 088 528 €	18 066 329 €	3 170 325 €	271 980 €
Calvados	1 646 374 €	593 460 €	11 001 224 €	8 853 809 €	6 242 636 €	2 957 098 €
Cantal	468 476 €	170 440 €	3 672 681 €	3 809 997 €	4 398 883 €	3 355 135 €
Charente	839 535 €	128 758 €	3 259 850 €	11 297 984 €	1 489 461 €	171 401 €
Charente-Maritime	1 264 670 €	204 333 €	10 666 558 €	13 182 429 €	1 911 877 €	752 186 €
Cher	957 401 €	213 163 €	6 232 718 €	8 349 564 €	1 052 757 €	906 022 €
Corrèze	569 924 €	146 013 €	6 251 785 €	10 912 377 €	2 108 962 €	649 230 €
Corse-du-Sud	431 508 €	0 €	219 821 €	4 274 759 €	467 899 €	396 831 €
Haute-Corse	463 790 €	0 €	217 354 €	4 673 376 €	300 504 €	141 908 €
Côte-d'Or	1 314 833 €	625 382 €	12 495 577 €	15 180 647 €	1 179 629 €	181 188 €
Côtes-d'Armor	1 127 285 €	217 312 €	9 571 342 €	12 624 167 €	1 547 091 €	227 807 €
Creuse	563 316 €	-46 027 €	1 661 053 €	4 914 714 €	3 800 650 €	692 521 €
Dordogne	859 406 €	262 950 €	7 262 221 €	9 514 578 €	2 449 142 €	808 784 €
Doubs	1 265 642 €	182 459 €	7 888 336 €	12 713 519 €	1 760 261 €	334 582 €
Drôme	1 007 017 €	652 093 €	8 145 323 €	12 250 602 €	867 489 €	115 900 €
Eure	856 937 €	-38 784 €	8 529 910 €	13 540 883 €	3 647 781 €	365 227 €
Eure-et-Loir	947 199 €	346 881 €	6 239 106 €	8 989 256 €	5 049 560 €	1 887 150 €
Finistère	1 749 063 €	636 491 €	11 073 310 €	13 166 926 €	1 790 465 €	438 387 €
Gard	1 873 387 €	454 418 €	13 953 338 €	11 506 269 €	1 083 212 €	472 932 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Haute-Garonne	2 269 987 €	387 390 €	24 516 855 €	16 381 761 €	1 260 954 €	858 077 €
Gers	487 185 €	-12 499 €	2 916 646 €	8 491 746 €	808 522 €	35 505 €
Gironde	3 123 992 €	1 846 410 €	14 260 934 €	23 262 752 €	6 907 876 €	305 281 €
Hérault	2 703 037 €	804 855 €	16 518 876 €	12 195 142 €	2 502 081 €	1 350 183 €
Ile-et-Vilaine	1 747 932 €	1 154 133 €	18 404 727 €	9 785 416 €	834 761 €	705 502 €
Indre	548 862 €	141 354 €	2 863 598 €	5 595 541 €	4 589 767 €	2 535 541 €
Indre-et-Loire	1 490 293 €	568 713 €	9 127 336 €	11 439 539 €	3 342 769 €	800 999 €
Isère	2 282 353 €	908 195 €	24 906 594 €	19 065 607 €	2 717 851 €	691 186 €
Jura	557 688 €	-31 664 €	7 124 027 €	6 435 431 €	3 295 289 €	2 017 104 €
Landes	665 099 €	239 841 €	5 405 397 €	11 631 717 €	1 750 993 €	696 074 €
Loir-et-Cher	910 690 €	247 381 €	4 403 659 €	7 962 107 €	2 448 637 €	730 825 €
Loire	1 452 911 €	1 055 747 €	13 389 735 €	11 802 005 €	2 722 080 €	311 533 €
Haute-Loire	343 595 €	203 886 €	3 015 140 €	10 589 253 €	1 946 619 €	560 311 €
Loire-Atlantique	2 283 414 €	412 848 €	21 089 247 €	15 780 900 €	1 409 237 €	1 053 597 €
Loiret	1 545 030 €	834 305 €	12 757 929 €	8 816 560 €	4 257 486 €	2 112 132 €
Lot	490 788 €	106 646 €	4 442 730 €	9 296 351 €	1 713 216 €	876 815 €
Lot-et-Garonne	673 549 €	129 986 €	3 985 830 €	5 814 334 €	2 894 951 €	903 630 €
Lozère	250 637 €	101 894 €	3 432 597 €	5 096 456 €	1 968 607 €	516 151 €
Maine-et-Loire	1 301 570 €	597 406 €	15 883 619 €	8 210 257 €	4 306 863 €	1 783 468 €
Manche	894 377 €	82 844 €	7 790 382 €	12 675 124 €	4 407 300 €	613 528 €
Marne	1 111 571 €	1 696 674 €	7 618 774 €	11 847 507 €	2 525 895 €	973 139 €
Haute-Marne	475 475 €	71 069 €	3 477 200 €	8 835 835 €	2 853 666 €	844 787 €
Mayenne	436 518 €	152 165 €	6 512 839 €	5 536 146 €	2 237 009 €	275 772 €
Meurthe-et-Moselle	2 129 766 €	510 555 €	12 639 032 €	12 308 146 €	961 430 €	433 511 €
Meuse	770 581 €	98 142 €	3 654 409 €	6 448 411 €	3 110 713 €	813 138 €
Morbihan	986 269 €	455 973 €	12 410 420 €	10 456 065 €	1 169 129 €	96 987 €
Moselle	1 770 086 €	1 331 835 €	10 777 220 €	17 210 931 €	10 390 076 €	1 731 869 €
Nièvre	747 417 €	-3 884 €	5 694 709 €	9 870 073 €	585 833 €	282 601 €
Nord	5 989 703 €	5 274 954 €	54 791 154 €	17 114 984 €	2 852 703 €	321 751 €
Oise	1 363 943 €	-173 979 €	14 882 084 €	10 560 530 €	2 708 989 €	1 549 234 €
Orne	732 588 €	422 730 €	6 430 261 €	9 315 665 €	1 948 632 €	319 153 €
Pas-de-Calais	3 599 602 €	1 551 418 €	33 453 729 €	16 335 667 €	4 559 480 €	1 132 584 €
Puy-de-Dôme	1 306 774 €	549 141 €	8 003 742 €	26 172 717 €	2 538 871 €	603 723 €
Pyénées-Atlantiques	1 515 551 €	469 487 €	8 832 740 €	10 950 166 €	3 821 959 €	740 299 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2005	TRANCHE 2006	TRANCHE 2007	TRANCHE 2008	TRANCHE 2009	TRANCHE 2010
Hautes-Pyrénées	661 510 €	106 793 €	3 920 141 €	8 387 110 €	2 105 512 €	734 058 €
Pyrénées-Orientales	1 297 477 €	230 507 €	4 861 587 €	10 642 343 €	1 887 656 €	211 807 €
Bas-Rhin	1 721 277 €	1 580 852 €	19 930 648 €	11 796 393 €	2 348 871 €	518 956 €
Haut-Rhin	1 226 820 €	928 991 €	14 626 711 €	7 070 692 €	955 546 €	568 336 €
Rhône	3 136 913 €	5 964 337 €	22 511 729 €	17 788 310 €	6 055 953 €	366 757 €
Haute-Saône	475 202 €	-256 803 €	3 588 602 €	6 303 139 €	2 011 800 €	438 302 €
Saône-et-Loire	1 333 669 €	120 846 €	12 853 726 €	12 509 770 €	1 784 872 €	359 470 €
Sarthe	1 358 465 €	190 110 €	14 484 382 €	8 940 214 €	2 825 387 €	1 148 344 €
Savoie	799 417 €	706 889 €	12 918 911 €	13 610 515 €	2 797 361 €	1 114 124 €
Haute-Savoie	1 269 469 €	408 728 €	18 731 704 €	12 720 939 €	1 357 861 €	898 209 €
Paris	5 503 941 €	33 858 654 €	15 775 061 €	6 803 144 €	3 271 724 €	2 304 062 €
Seine-Maritime	3 022 200 €	-1 244 273 €	17 066 290 €	23 094 750 €	4 520 238 €	1 188 805 €
Seine-et-Marne	1 977 935 €	1 809 549 €	15 996 111 €	22 773 700 €	9 404 431 €	592 390 €
Yvelines	2 391 064 €	5 862 736 €	13 281 979 €	17 762 483 €	8 569 688 €	798 115 €
Deux-Sèvres	689 637 €	477 397 €	7 569 815 €	8 458 837 €	426 682 €	206 981 €
Somme	1 297 791 €	588 700 €	12 393 054 €	5 699 811 €	7 072 935 €	2 378 558 €
Tarn	725 983 €	13 956 €	5 421 109 €	10 957 953 €	1 048 251 €	190 966 €
Tarn-et-Garonne	569 156 €	-13 829 €	4 729 483 €	5 367 126 €	1 276 535 €	133 715 €
Var	1 822 800 €	229 583 €	14 589 272 €	16 816 278 €	3 458 842 €	267 280 €
Vaucluse	1 385 672 €	543 834 €	6 899 471 €	10 319 795 €	873 001 €	404 735 €
Vendée	787 121 €	505 571 €	11 952 055 €	9 964 696 €	1 672 704 €	994 113 €
Vienne	873 784 €	24 318 €	5 127 039 €	10 893 904 €	1 309 086 €	505 691 €
Haute-Vienne	1 304 130 €	528 743 €	2 825 136 €	10 542 915 €	1 593 283 €	190 341 €
Vosges	842 091 €	207 354 €	6 142 811 €	12 687 790 €	485 258 €	99 963 €
Yonne	704 496 €	-234 389 €	8 225 527 €	8 473 797 €	2 868 956 €	1 166 906 €
Territoire-de-Belfort	357 975 €	29 690 €	3 249 999 €	1 660 877 €	345 814 €	410 479 €
Essonne	2 359 021 €	1 757 841 €	22 853 943 €	12 014 547 €	3 049 274 €	651 600 €
Hauts-de-Seine	1 495 974 €	20 935 538 €	11 127 555 €	14 634 404 €	6 472 216 €	865 073 €
Seine-Saint-Denis	4 566 983 €	7 895 226 €	7 135 394 €	20 819 774 €	11 671 831 €	438 148 €
Val-de-Marne	2 361 953 €	4 866 924 €	10 847 596 €	14 753 605 €	7 875 456 €	1 753 246 €
Val-d'Oise	1 889 039 €	2 256 861 €	11 525 023 €	18 532 255 €	8 031 435 €	1 865 729 €
TOTAL METROPOLE	134 041 998 €	123 039 796 €	1 004 461 583 €	1 080 883 377 €	279 485 747 €	78 214 227 €
Guadeloupe	711 377 €	1 401 444 €	2 139 652 €	4 146 165 €	8 128 463 €	2 902 173 €
Martinique	505 710 €	968 435 €	1 748 851 €	7 390 370 €	3 259 145 €	608 565 €
Guyane	273 591 €	1 002 805 €	2 095 982 €	2 411 169 €	3 562 985 €	15 161 €
Réunion	1 154 044 €	-16 917 €	2 806 387 €	4 892 718 €	28 040 548 €	3 783 454 €
TOTAL OUTRE-MER	2 644 722 €	3 355 767 €	8 790 872 €	18 840 421 €	42 991 140 €	7 309 343 €
TOTAL GLOBAL	136 686 719 €	126 395 562 €	1 013 252 455 €	1 099 723 799 €	322 476 888 €	85 523 570 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011					
	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants Intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011	
Ain	0 €	0 €	0 €	70 632 €	530 €	18 287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Aisne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 198 €	2 909 €	14 077 €	0 €	
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 060 €	3 574 €	148 848 €	0 €	
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 837 €	2 405 €	81 293 €	0 €	
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 353 €	2 531 €	11 262 €	0 €	
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 584 €	2 873 €	20 380 €	0 €	
Ardèche	0 €	0 €	0 €	113 260 €	530 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 981 €	2 191 €	75 427 €	30 445 €	
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	51 636 €	6 136 €	2 155 €	56 022 €	0 €	
Aube	0 €	0 €	0 €	181 128 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 115 €	29 169 €	28 154 €	
Aveyron	0 €	0 €	0 €	101 599 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	216 799 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Cantal	0 €	0 €	0 €	166 277 €	1 061 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 903 €	2 291 €	59 419 €	0 €	
Charente-Maritime	84 124 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	121 035 €	0 €	
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 644 €	2 459 €	51 003 €	0 €	
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 781 €	3 098 €	0 €	30 445 €	
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 367 €	1 812 €	0 €	0 €	
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 258 €	20 575 €	0 €	
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 614 €	25 664 €	29 169 €	
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 043 €	3 432 €	157 085 €	28 029 €	
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 175 €	2 157 €	34 191 €	0 €	
Dordogne	0 €	0 €	0 €	540 706 €	3 977 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Doubs	0 €	0 €	0 €	93 338 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	81 122 €	28 154 €	
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 093 €	3 143 €	79 389 €	0 €	
Finistère	0 €	0 €	0 €	208 056 €	1 326 €	28 154 €	0 €	0 €	4 272 €	136 120 €	28 154 €	
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 941 €	3 806 €	65 880 €	28 154 €	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011					
	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants Intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011	
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 464 €	7 040 €	111 587 €	58 599 €	
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 030 €	3 112 €	30 406 €	0 €	
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 412 €	4 142 €	124 168 €	28 154 €	
Hérault	0 €	0 €	0 €	37 179 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Ille-et-Vilaine	4 733 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 567 €	5 690 €	6 437 €	125 067 €	28 154 €	
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 894 €	4 050 €	158 843 €	0 €	
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 994 €	2 259 €	80 690 €	0 €	
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	93 789 €	0 €	
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 769 €	3 194 €	77 633 €	28 154 €	
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 009 €	2 791 €	0 €	30 445 €	
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	235 135 €	1 856 €	50 677 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Loire	0 €	0 €	0 €	167 921 €	1 326 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	91 781 €	795 €	63 652 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	49 149 €	9 744 €	4 741 €	236 034 €	0 €	
Loiret	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 417 €	1 891 €	57 323 €	0 €	
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 741 €	2 156 €	60 627 €	0 €	
Lozère	0 €	0 €	0 €	149 766 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Maine-et-Loire	0 €	1 107 €	25 664 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 093 €	2 160 €	15 578 €	0 €	
Manche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 085 €	3 229 €	111 019 €	0 €	
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Mayenne	41 198 €	0 €	0 €	93 522 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	2 320 €	15 058 €	0 €	
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 973 €	2 329 €	74 387 €	0 €	
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 258 €	1 970 €	18 082 €	0 €	
Moselle	6 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 046 €	3 939 €	109 318 €	28 154 €	
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 598 €	2 726 €	88 790 €	29 169 €	
Nord	2 613 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 550 €	3 064 €	119 646 €	0 €	
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 572 €	2 213 €	107 356 €	0 €	
Orne	0 €	0 €	0 €	341 216 €	1 856 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 524 €	4 962 €	104 733 €	86 753 €	
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 569 €	4 801 €	124 134 €	0 €	
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 474 €	4 168 €	137 794 €	0 €	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHE 2011											
	Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011					
	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Personnels non titulaires	Dépenses de fonctionnement	Charges de vacations	Vacants Intermédiaires	Postes constatés vacants en 2011	
Hauts-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 878 €	3 575 €	18 863 €	38 314 €	
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 147 €	2 755 €	64 676 €	11 262 €	
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	160 292 €	905 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	362 €	2 037 €	25 314 €	0 €	
Rhône	0 €	0 €	0 €	25 157 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 755 €	2 576 €	97 278 €	0 €	
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	30 552 €	265 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Sarthe	0 €	0 €	0 €	74 075 €	530 €	66 468 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Savoie	0 €	0 €	0 €	67 624 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	23 702 €	8 191 €	4 585 €	139 814 €	42 566 €	
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 451 €	113 572 €	28 154 €	
Seine-et-Marne	2 297 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 333 €	5 193 €	110 662 €	0 €	
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 871 €	794 €	28 154 €	0 €	
Deux-Sèvres	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 922 €	0 €	68 759 €	
Somme	142 102 €	0 €	0 €	393 521 €	2 653 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	427 €	3 620 €	164 847 €	0 €	
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	123 397 €	795 €	28 154 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 058 €	1 851 €	29 169 €	22 523 €	
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 587 €	45 012 €	58 338 €	
Vendée	0 €	0 €	0 €	267 683 €	1 591 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 665 €	1 323 €	103 689 €	0 €	
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 121 €	97 126 €	0 €	
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 699 €	1 537 €	3 634 €	14 306 €	38 314 €	
Yonne	0 €	0 €	0 €	134 802 €	1 061 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	67 027 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €	0 €	0 €	0 €	
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	484 €	654 €	32 096 €	0 €	
Seine-Saint-Denis	1 039 441 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 11 €	24 978 €	0 €	
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	905 €	906 €	91 389 €	0 €	
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	122 737 €	795 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
TOTAL METROPOLE	1 323 351 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	186 361 €	4 650 968 €	856 506 €	
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	492 €	15 485 €	0 €	
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	280 €	24 180 €	0 €	
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	772 €	39 665 €	0 €	
TOTAL GLOBAL	1 323 351 €	1 107 €	25 664 €	4 275 182 €	29 540 €	429 840 €	188 753 €	282 647 €	187 133 €	4 690 633 €	856 506 €	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2011										TRANCHÉ 2011		
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)				Personnels de l'intérieur (FSL)		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants (2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)		1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011
Ain	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	108 400 €
Aisne	33 241 €	201 €	238 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	54 864 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	159 482 €
Alpes-de-Haute-Provence	36 458 €	201 €	211 €	0 €	2 656 €	0 €	0 €	2 101 €	0 €	0 €	0 €	0 €	132 163 €
Hautes-Alpes	39 681 €	201 €	236 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 648 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 837 €
Ardeche	0 €	0 €	0 €	0 €	2 101 €	0 €	0 €	2 915 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 961 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	22 765 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	152 789 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	27 880 €	0 €	0 €	0 €	0 €	143 799 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	16 636 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	199 090 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 578 €	0 €	0 €	0 €	105 016 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	128 661 €
Bouches-du-Rhône	33 651 €	201 €	240 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	252 482 €
Calvados	56 960 €	201 €	332 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	57 492 €
Cantal	28 419 €	201 €	204 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	288 897 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	71 505 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 118 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	75 561 €	0 €	0 €	0 €	36 964 €	0 €	0 €	0 €	322 678 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 048 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	39 324 €
Corse-du-Sud	229 411 €	1 207 €	1 615 €	0 €	33 010 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 422 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	21 833 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	58 447 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	24 230 €	83 296 €	0 €	0 €	0 €	34 050 €	0 €	0 €	0 €	332 165 €
Creuse	91 591 €	604 €	577 €	0 €	14 222 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	147 516 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	544 683 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	94 133 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 072 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	113 946 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	25 523 €	0 €	0 €	0 €	95 714 €	0 €	0 €	0 €	207 861 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	44 639 €	0 €	0 €	0 €	213 185 €
Finistère	29 798 €	201 €	213 €	0 €	111 299 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	379 048 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	175 329 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANSCHE 2011										TRANSCHE 2011		
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)				Personnels de l'intérieur (FSL)		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels transférés en 2008 (Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus)	Personnels transférés en 2009 (personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants 2011)	Indemnités de service fait	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)		1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 690 €	
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	18 971 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	55 519 €	
Gironde	0 €	0 €	0 €	0 €	112 663 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	276 539 €	
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	109 008 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	146 452 €	
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	0 €	64 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	256 302 €	
Indre	0 €	0 €	0 €	0 €	45 967 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	271 936 €	
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	56 182 €	0 €	0 €	48 213 €	0 €	0 €	0 €	136 156 €	
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	33 325 €	0 €	0 €	29 083 €	0 €	0 €	0 €	130 799 €	
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	15 469 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 833 €	
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 714 €	
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	55 161 €	0 €	0 €	12 484 €	0 €	0 €	0 €	300 162 €	
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	38 292 €	0 €	0 €	43 319 €	0 €	0 €	0 €	224 408 €	
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	43 638 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	237 838 €	
Loire-Atlantique	0 €	0 €	214 €	0 €	62 427 €	0 €	0 €	143 216 €	0 €	0 €	0 €	486 522 €	
Loiret	36 790 €	201 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	99 633 €	
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	60 631 €	
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	38 817 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 341 €	
Lozère	0 €	0 €	0 €	0 €	26 267 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	177 094 €	
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	196 569 €	
Manche	28 419 €	201 €	204 €	0 €	28 280 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	181 437 €	
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	22 523 €	
Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 169 €	
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	137 332 €	
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 082 €	0 €	0 €	0 €	30 399 €	
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	131 222 €	
Meuse	0 €	0 €	0 €	0 €	11 383 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 891 €	
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	79 €	0 €	0 €	4 581 €	0 €	0 €	0 €	313 120 €	
Moselle	153 872 €	805 €	1 064 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	168 641 €	
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	91 935 €	0 €	0 €	45 358 €	0 €	0 €	0 €	221 808 €	
Nord	0 €	0 €	0 €	0 €	108 863 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 004 €	
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	343 072 €	
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	73 548 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	278 520 €	
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	0 €	52 665 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	191 169 €	
Puy-de-Dôme	0 €	0 €	0 €	0 €	65 930 €	0 €	0 €	116 034 €	0 €	0 €	0 €	366 171 €	
Pyrénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	28 771 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2011										TRANCHÉ 2011		
	Personnels des affaires sanitaires et sociales (RMI, loi LRL hors LAV et LAV)				Personnels de l'intérieur (FSL)		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2008		Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2009			Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	
	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 20 août 2010	1% formation des personnels ayant opté au 20/08/2010	Postes constatés vacants en 2011	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 20/08/2010 (dernière campagne d'option), action sociale et 1% formation	Personnels ayant opté au 31/12/2009 et 1% formation, emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/08/2010, 1% formation et postes vacants (2011)	Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011	Personnels ayant opté au 31/08/2010 (1ère campagne d'option)		1% formation des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011
Hauts-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	19 032 €	0 €	0 €	0 €	0 €	84 662 €
Pyrénées-Orientales	40 985 €	201 €	242 €	0 €	15 177 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	138 445 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	18 387 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	215 227 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 303 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 016 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	90 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	115 846 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	30 354 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	139 963 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	24 427 €	0 €	0 €	0 €	55 244 €
Sarthe	64 913 €	402 €	377 €	0 €	49 294 €	0 €	0 €	36 523 €	0 €	0 €	0 €	0 €	292 582 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 402 €	0 €	0 €	0 €	0 €	72 556 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	25 684 €	0 €	0 €	5 546 €	0 €	0 €	0 €	0 €	250 077 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	25 735 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	144 177 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	37 942 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 427 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	80 157 €	0 €	0 €	20 824 €	0 €	0 €	0 €	0 €	133 800 €
Deux-Sèvres	64 709 €	402 €	420 €	0 €	12 608 €	0 €	0 €	0 €	0 €	35 288 €	205 €	0 €	184 313 €
Somme	83 561 €	604 €	601 €	0 €	49 294 €	0 €	0 €	2 417 €	0 €	0 €	0 €	0 €	674 753 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	28 778 €	0 €	0 €	0 €	0 €	197 672 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 843 €	0 €	0 €	0 €	0 €	164 189 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	184 424 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	246 025 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	65 609 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	170 546 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	141 929 €	0 €	0 €	0 €	411 203 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	52 436 €	0 €	0 €	0 €	159 113 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	5 691 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	105 938 €
Vosges	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 383 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	43 165 €	0 €	62 295 €	263 €	0 €	241 586 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 557 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 414 €
Hauts-de-Seine	29 505 €	201 €	212 €	0 €	111 227 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	174 379 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	135 422 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 200 552 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	62 112 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 312 €
Val-d'Oise	39 624 €	201 €	232 €	0 €	43 341 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	206 929 €
TOTAL METROPOLE	1 121 589 €	6 438 €	7 432 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	0 €	557 025 €	812 284 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 791 043 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	15 977 €
Martinique	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	62 231 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	37 282 €	201 €	287 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 208 €
TOTAL GLOBAL	1 158 871 €	6 640 €	7 720 €	53 001 €	2 616 149 €	43 165 €	0 €	557 025 €	812 284 €	135 538 €	663 €	34 383 €	17 869 250 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2012												Personnels des services en charge des voies d'eau transférés en 2011 (voies d'eau Alsace)	TRANCHÉ 2012
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2010			Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			Personnels Equipement - Services transférés en 2009 (RNIL et voies d'eau)				
	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	1 % formation des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 31/08/2011 (1ère campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2011	Postes devenus vacants en 2012	Personnels ayant opté au 19/12/2010 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 19/12/2010	Compensation des emplois disparus		
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	184 000 €	1 327 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	214 530 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	81 609 €	530 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	111 342 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	44 243 €	286 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 022 €	74 531 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 255 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	75 785 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Haute-Saône	12 121 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	97 190 €	796 €	0 €	0 €	14 884 €	0 €	0 €	124 991 €
Saône-et-Loire	46 372 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	46 372 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	70 098 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 294 €	0 €	0 €	90 923 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	77 748 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	78 279 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	224 529 €	1 748 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	226 277 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-et-Marne	81 836 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	428 405 €	2 654 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	512 895 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 766 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	96 296 €
Deux-Sèvres	0 €	66 355 €	340 €	0 €	0 €	0 €	70 747 €	530 €	17 522 €	0 €	0 €	0 €	0 €	155 494 €
Somme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	258 048 €	1 858 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	259 906 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	56 679 €	285 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	56 944 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	262 759 €	1 482 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	264 241 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	183 999 €	1 062 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	185 061 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vienne	4 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	89 487 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 362 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	330 253 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	330 017 €
Vosges	0 €	0 €	36 873 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 123 €	0 €	0 €	0 €	0 €	369 249 €
Yonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Essonne	5 619 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 619 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	136 838 €	686 €	23 362 €	0 €	0 €	0 €	0 €	162 886 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	66 651 €	530 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 181 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €	0 €	0 €	0 €	0 €	29 203 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	106 483 €	531 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	107 014 €
TOTAL METROPOLE	347 239 €	589 805 €	2 805 €	962 000 €	6 369 €	1 168 12 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	408 632 €	30 022 €	0 €	13 059 382 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	347 239 €	589 805 €	2 805 €	962 000 €	6 369 €	1 168 12 €	9 601 511 €	61 799 €	590 104 €	302 842 €	408 632 €	30 022 €	0 €	13 059 382 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2010				TRANCHÉ 2013			TRANCHÉ 2014		TRANCHÉ 2015			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011			TRANCHÉ 2014		TRANCHÉ 2015			
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2011	Personnels ayant opté au 31/08/2012 (2ème campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	
Alin	0 €	0 €	0 €	1 078 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €
Alsne	0 €	0 €	0 €	0 €	332 573 €	2 156 €	0 €	0 €	275 €	30 421 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Allier	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 293 €	2 293 €
Alpes-de-Haute-Provence	0 €	0 €	0 €	0 €	69 421 €	650 €	31 438 €	0 €	41 683 €	41 958 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Hautes-Alpes	0 €	0 €	0 €	0 €	58 244 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Alpes-Maritimes	0 €	0 €	0 €	35 943 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 208 €	7 208 €
Ardèche	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Ardennes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 375 €	221 997 €	0 €	8 518 €	8 518 €
Ariège	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	580 €	99 966 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Aube	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €	0 €	655 €
Aude	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	275 €	72 683 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Aveyron	0 €	0 €	0 €	47 770 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €	0 €	6 880 €
Bouches-du-Rhône	0 €	0 €	0 €	199 018 €	1 347 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 709 €	0 €	16 709 €
Calvados	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Cantal	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 208 €	0 €	7 208 €
Charente	0 €	0 €	0 €	0 €	227 395 €	1 347 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Charente-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 381 €	16 381 €
Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	37 881 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 242 €	5 242 €
Corrèze	0 €	0 €	0 €	0 €	35 046 €	269 €	0 €	0 €	1 101 €	22 458 €	0 €	2 621 €	2 621 €
Corse-du-Sud	0 €	0 €	0 €	0 €	74 088 €	427 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Haute-Corse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Côte-d'Or	0 €	0 €	0 €	0 €	32 710 €	269 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 105 €	13 105 €
Côtes-d'Armor	0 €	0 €	0 €	0 €	39 601 €	159 €	0 €	0 €	31 679 €	31 954 €	0 €	1 638 €	1 638 €
Creuse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	3 931 €	3 931 €
Dordogne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	13 760 €	0 €	13 760 €
Doubs	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	8 191 €	0 €	8 191 €
Drôme	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Eure	0 €	0 €	0 €	0 €	151 565 €	966 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 374 €	10 374 €
Eure-et-Loir	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 101 €	158 192 €	0 €	0 €	0 €
Finistère	0 €	0 €	0 €	72 669 €	539 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	0 €	5 897 €
Gard	0 €	0 €	0 €	0 €	132 640 €	539 €	27 063 €	0 €	275 €	50 857 €	0 €	12 122 €	12 122 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2013				TRANCHÉ 2014		TRANCHÉ 2015		TRANCHÉ 2015			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHÉ 2014		TRANCHÉ 2015					
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	TRANCHÉ 2013	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		TRANCHÉ 2014	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	TRANCHÉ 2015
Haute-Garonne	0 €	0 €	0 €	77 436 €	158 €	0 €	77 594 €	0 €	0 €	0 €	30 141 €	30 141 €
Gers	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	50 524 €	0 €	12 122 €	12 122 €
Giironde	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 191 €	0 €	11 139 €	11 139 €
Hérault	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Ille-et-Vilaine	0 €	0 €	0 €	73 121 €	539 €	30 618 €	104 278 €	1 101 €	201 117 €	0 €	17 691 €	17 691 €
Indre	0 €	0 €	0 €	36 664 €	269 €	30 209 €	67 142 €	275 €	34 457 €	0 €	11 467 €	11 467 €
Indre-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	275 €	103 931 €	0 €	2 949 €	2 949 €
Isère	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	12 122 €	12 122 €
Jura	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 375 €	199 113 €	0 €	4 587 €	4 587 €
Landes	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	10 811 €	10 811 €
Loir-et-Cher	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	11 794 €	0 €	11 794 €
Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 289 €	0 €	0 €	4 289 €
Haute-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €	0 €	9 501 €
Loire-Atlantique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	11 139 €	11 139 €
Loiret	0 €	0 €	3 251 €	121 605 €	539 €	0 €	125 395 €	0 €	0 €	1 310 €	0 €	1 310 €
Lot	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	983 €	983 €
Lot-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Lozère	0 €	0 €	0 €	48 648 €	289 €	0 €	48 917 €	0 €	0 €	1 966 €	0 €	1 966 €
Maine-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Manche	115 503 €	508 €	95 303 €	0 €	0 €	0 €	211 314 €	0 €	0 €	0 €	6 552 €	6 552 €
Marne	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	0 €	9 101 €	0 €	0 €	5 242 €	0 €	5 242 €
Haute-Marne	0 €	0 €	0 €	96 048 €	539 €	0 €	96 587 €	0 €	0 €	655 €	0 €	655 €
Mayenne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €	0 €	4 914 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	0 €	10 916 €	0 €	0 €	30 209 €	81 624 €	550 €	78 925 €	0 €	1 966 €	1 966 €
Meuse	0 €	0 €	38 513 €	0 €	0 €	0 €	38 513 €	825 €	122 897 €	0 €	5 570 €	5 570 €
Morbihan	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	328 €
Moselle	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	275 €	43 313 €	0 €	5 897 €	5 897 €
Nièvre	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 880 €	6 880 €
Nord	0 €	0 €	0 €	36 051 €	269 €	30 209 €	66 529 €	275 €	52 478 €	0 €	6 225 €	6 225 €
Oise	0 €	0 €	16 844 €	38 036 €	269 €	30 209 €	85 358 €	275 €	46 897 €	0 €	9 829 €	9 829 €
Orne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €	0 €	1 966 €
Pas-de-Calais	0 €	0 €	0 €	72 351 €	539 €	0 €	72 890 €	275 €	37 446 €	0 €	11 467 €	11 467 €
Puy-de-Dôme	45 239 €	209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	45 448 €	0 €	0 €	0 €	22 933 €	22 933 €
Pyénées-Atlantiques	0 €	0 €	0 €	58 132 €	269 €	0 €	58 401 €	0 €	0 €	0 €	14 415 €	14 415 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2013				TRANCHÉ 2014		TRANCHÉ 2015		TRANCHÉ 2015			
	Personnels des services de l'aménagement foncier transférés en 2010		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2011		Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011				
	Personnels détachés d'office (dernière campagne d'option)	1% formation	Compensation des emplois disparus	Personnels ayant opté au 31/12/2011 (dernière campagne d'option)	Action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2012	Postes devenus vacants en 2013	TRANCHÉ 2013	Personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)		Action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012	TRANCHÉ 2014	Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option
Hautes-Pyrénées	0 €	0 €	0 €	0 €	539 €	0 €	74 848 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €
Pyrénées-Orientales	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	34 133 €	0 €	0 €	11 794 €
Bas-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	328 €
Haut-Rhin	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €
Rhône	0 €	0 €	0 €	32 127 €	0 €	0 €	30 508 €	0 €	0 €	0 €	15 071 €	15 071 €
Haute-Saône	0 €	0 €	0 €	0 €	28 256 €	269 €	28 525 €	0 €	0 €	0 €	0 €	1 966 €
Saône-et-Loire	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	328 €	328 €
Sarthe	0 €	0 €	0 €	80 561 €	0 €	0 €	81 100 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	1 638 €
Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 702 €	0 €	0 €	0 €	14 743 €	14 743 €
Haute-Savoie	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	69 702 €	38 910 €	275 €	39 185 €	0 €	14 415 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Maritime	0 €	0 €	0 €	0 €	81 182 €	427 €	121 102 €	41 059 €	275 €	41 334 €	0 €	4 259 €
Seine-et-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	5 897 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 984 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Doux-Sèvres	35 670 €	165 €	32 149 €	0 €	0 €	0 €	67 984 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €
Somme	0 €	0 €	0 €	61 487 €	289 €	0 €	61 736 €	0 €	0 €	0 €	13 105 €	13 105 €
Tarn	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 618 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 173 €
Tarn-et-Garonne	0 €	0 €	0 €	40 431 €	289 €	0 €	40 700 €	0 €	0 €	0 €	4 259 €	4 259 €
Var	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Vaucluse	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	4 914 €
Vendée	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	2 621 €	3 931 €
Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	655 €
Haute-Vienne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	68 574 €	275 €	68 849 €	0 €	5 897 €
Vosges	0 €	0 €	18 750 €	0 €	0 €	38 385 €	57 404 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 501 €
Yonne	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	4 730 €	0 €	0 €	0 €	10 484 €	10 484 €
Territoire-de-Belfort	0 €	0 €	0 €	97 150 €	539 €	0 €	97 689 €	0 €	0 €	0 €	2 949 €	2 949 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	30 209 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Seine-Saint-Denis	0 €	0 €	0 €	0 €	179 628 €	808 €	180 436 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	76 249 €	275 €	76 524 €	0 €	0 €
Val-d'Oise	0 €	0 €	0 €	51 350 €	289 €	0 €	51 619 €	0 €	0 €	0 €	1 638 €	1 638 €
TOTAL METROPOLE	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	4 296 897 €	2 186 927 €	12 933 €	2 199 860 €	183 795 €	439 884 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	550 €	115 016 €	0 €	0 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	550 €	115 016 €	0 €	0 €
TOTAL GLOBAL	196 412 €	882 €	296 861 €	1 165 803 €	7 115 €	2 024 831 €	4 296 897 €	2 186 927 €	13 483 €	2 314 876 €	183 795 €	623 678 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2016		TRANCHÉ 2017		TRANCHÉ 2018	TRANCHÉ 2019	TRANCHÉ 2020	
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010					Services des parcs de l'équipement transférés en 2011
			Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017				
Haute-Garonne	0 €	2 637 €	0 €	1 655 €	1 985 €	0 €	0 €	46 276 247 €
Gers	0 €	1 978 €	0 €	662 €	662 €	0 €	0 €	13 075 357 €
Gironde	0 €	5 273 €	0 €	1 985 €	1 985 €	0 €	0 €	50 264 392 €
Hérault	2 637 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	0 €	0 €	36 235 079 €
Ille-et-Vilaine	0 €	5 273 €	0 €	3 309 €	4 302 €	0 €	0 €	33 362 051 €
Indre	0 €	1 648 €	0 €	3 971 €	662 €	0 €	0 €	16 734 248 €
Indre-et-Loire	0 €	659 €	0 €	2 647 €	1 985 €	0 €	0 €	27 220 949 €
Isère	0 €	1 648 €	0 €	331 €	331 €	0 €	0 €	51 040 600 €
Jura	0 €	8 240 €	0 €	1 985 €	331 €	0 €	0 €	19 806 450 €
Landes	0 €	989 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	20 802 773 €
Loir-et-Cher	3 625 €	0 €	993 €	1 324 €	2 316 €	0 €	0 €	17 021 197 €
Loire	6 592 €	0 €	2 978 €	1 324 €	4 302 €	0 €	0 €	31 015 378 €
Haute-Loire	330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	16 923 789 €
Loire-Atlantique	0 €	6 921 €	0 €	662 €	993 €	0 €	0 €	42 890 956 €
Loiret	330 €	1 648 €	1 985 €	331 €	2 316 €	0 €	0 €	30 583 277 €
Lot	0 €	2 637 €	0 €	331 €	1 985 €	0 €	0 €	17 226 880 €
Lot-et-Garonne	0 €	659 €	0 €	331 €	1 324 €	0 €	0 €	14 739 744 €
Lozère	330 €	0 €	662 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	11 629 862 €
Maine-et-Loire	0 €	2 966 €	0 €	662 €	993 €	0 €	0 €	32 876 727 €
Manche	0 €	659 €	0 €	3 640 €	4 633 €	0 €	0 €	27 071 169 €
Marne	4 285 €	0 €	3 971 €	6 287 €	10 258 €	0 €	0 €	26 004 294 €
Haute-Marne	1 978 €	0 €	6 618 €	2 647 €	9 265 €	0 €	0 €	16 724 878 €
Mayenne	2 307 €	0 €	993 €	0 €	993 €	0 €	0 €	15 295 997 €
Meurthe-et-Moselle	0 €	989 €	0 €	7 942 €	9 265 €	0 €	0 €	29 406 159 €
Meuse	0 €	1 648 €	0 €	331 €	2 316 €	0 €	0 €	15 259 068 €
Morbihan	0 €	2 637 €	0 €	3 971 €	4 633 €	0 €	0 €	25 910 045 €
Moselle	0 €	3 296 €	0 €	3 640 €	6 949 €	0 €	0 €	43 732 793 €
Nièvre	0 €	659 €	0 €	1 324 €	1 324 €	0 €	0 €	17 517 593 €
Nord	0 €	989 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	86 636 782 €
Oise	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	31 256 890 €
Orne	0 €	0 €	6 618 €	0 €	6 618 €	0 €	0 €	19 572 505 €
Pas-de-Calais	0 €	5 273 €	0 €	662 €	2 316 €	0 €	0 €	61 425 834 €
Puy-de-Dôme	0 €	659 €	0 €	993 €	993 €	0 €	0 €	39 920 816 €
Pyrénées-Atlantiques	0 €	1 648 €	0 €	662 €	1 324 €	0 €	0 €	27 222 421 €

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 2 - Les départements (détail)

Départements	TRANCHÉ 2016		TRANCHÉ 2017		TRANCHÉ 2018	TRANCHÉ 2019	TRANCHÉ 2020	
	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010	Services des parcs de l'équipement transférés en 2011	Services des parcs de l'équipement transférés en 2010					Services des parcs de l'équipement transférés en 2011
			Compensation des dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 2ème campagne de droit d'option	Compensation des dépenses d'action sociale des OPA des PARCS ayant opté pour l'intégration au 1er janvier 2017				
Hauts-Pyrénées	0 €	1 978 €	0 €	5 986 €	8 935 €	0 €	0 €	16 304 336 €
Pyrénées-Orientales	0 €	659 €	0 €	993 €	1 985 €	0 €	0 €	19 429 735 €
Bas-Rhin	989 €	0 €	3 640 €	0 €	12 244 €	0 €	0 €	38 200 315 €
Haut-Rhin	0 €	2 637 €	0 €	1 655 €	5 625 €	0 €	0 €	25 562 087 €
Rhône	2 307 €	2 307 €	0 €	0 €	1 985 €	0 €	0 €	56 020 919 €
Haute-Saône	0 €	6 921 €	0 €	1 324 €	1 324 €	0 €	0 €	12 863 931 €
Saône-et-Loire	330 €	0 €	662 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	29 059 949 €
Sarthe	3 625 €	0 €	10 920 €	0 €	10 920 €	0 €	0 €	29 346 590 €
Savoie	3 625 €	0 €	1 324 €	0 €	1 324 €	0 €	0 €	32 198 845 €
Haute-Savoie	0 €	330 €	0 €	1 324 €	1 655 €	0 €	0 €	35 988 551 €
Paris	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	67 542 311 €
Seine-Maritime	0 €	1 978 €	0 €	2 647 €	2 647 €	0 €	0 €	47 963 507 €
Seine-et-Marne	0 €	2 966 €	0 €	3 971 €	9 927 €	0 €	0 €	53 250 229 €
Yvelines	0 €	0 €	0 €	331 €	993 €	0 €	0 €	48 897 132 €
Deux-Sèvres	0 €	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	18 247 613 €
Somme	1 648 €	1 648 €	0 €	331 €	331 €	0 €	0 €	30 182 422 €
Tarn	0 €	1 648 €	0 €	1 324 €	1 655 €	0 €	0 €	18 858 890 €
Tarn-et-Garonne	2 966 €	0 €	331 €	0 €	1 655 €	0 €	0 €	12 332 897 €
Var	0 €	989 €	0 €	2 978 €	2 978 €	0 €	0 €	37 703 201 €
Vaucluse	0 €	659 €	0 €	1 324 €	1 985 €	0 €	0 €	20 788 891 €
Vendée	8 240 €	0 €	4 964 €	5 625 €	10 589 €	0 €	0 €	26 308 913 €
Vienne	0 €	330 €	0 €	1 985 €	2 647 €	0 €	0 €	18 900 930 €
Haute-Vienne	0 €	2 966 €	0 €	2 316 €	331 €	0 €	0 €	17 260 863 €
Vosges	0 €	3 625 €	0 €	1 985 €	2 978 €	0 €	0 €	21 042 897 €
Yonne	6 592 €	0 €	331 €	662 €	993 €	0 €	0 €	21 469 677 €
Territoire-de-Belfort	1 318 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	6 224 346 €
Essonne	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	42 693 260 €
Hauts-de-Seine	0 €	0 €	0 €	331 €	331 €	0 €	0 €	55 898 566 €
Seine-Saint-Denis	0 €	659 €	0 €	662 €	662 €	0 €	0 €	53 976 846 €
Val-de-Marne	0 €	0 €	0 €	993 €	993 €	0 €	0 €	42 720 811 €
Val-d'Oise	1 648 €	0 €	3 640 €	0 €	3 640 €	0 €	0 €	44 474 828 €
TOTAL METROPOLE	85 364 €	157 544 €	54 269 €	120 782 €	301 459 €	0 €	0 €	2 738 641 955 €
Guadeloupe	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	19 561 261 €
Martinique	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	14 543 297 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	9 361 691 €
Réunion	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	40 660 233 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €	0 €	0 €	993 €	0 €	0 €	84 126 482 €
TOTAL GLOBAL	85 364 €	157 544 €	54 269 €	120 782 €	302 452 €	0 €	0 €	2 822 768 436 €

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements		RMI	RSA	TOTAL
001	AIN	16 186 604	3 279 410	19 466 014
002	AISNE	29 944 045	10 868 942	40 812 987
003	ALLIER	22 430 417	4 961 542	27 391 959
004	ALPES DE HTE PROVENCE	9 264 387	1 810 083	11 074 470
005	HAUTES ALPES	4 482 022	896 326	5 378 348
006	ALPES MARITIMES	75 680 032	11 639 328	87 319 360
007	ARDECHE	16 552 847	2 848 237	19 401 084
008	ARDENNES	25 530 554	5 412 656	30 943 210
009	ARIEGE	15 354 718	2 250 792	17 605 510
010	AUBE	20 059 098	5 410 440	25 469 538
011	AUDE	42 402 489	7 517 827	49 920 316
012	AVEYRON	8 909 593	1 443 089	10 352 682
013	BOUCHES DU RHONE	314 297 172	41 288 168	355 585 340
014	CALVADOS	40 871 813	7 459 402	48 331 215
015	CANTAL	6 326 127	640 325	6 966 452
016	CHARENTE	27 150 627	5 636 614	32 787 241
017	CHARENTE MARITIME	46 359 099	7 605 496	53 964 595
018	CHER	25 178 565	4 348 244	29 526 809
019	CORREZE	8 948 489	1 771 735	10 720 224
021	COTE D'OR	23 101 792	4 090 762	27 192 554
022	COTES D'ARMOR	23 821 738	4 559 069	28 380 807
023	CREUSE	6 833 923	897 268	7 731 191
024	DORDOGNE	28 810 283	4 314 291	33 124 574
025	DOUBS	25 148 025	5 517 724	30 665 749
026	DROME	31 816 621	5 281 521	37 098 142
027	EURE	28 142 049	7 745 714	35 887 763
028	EURE ET LOIR	18 560 307	4 310 801	22 871 108
029	FINISTERE	44 628 764	5 119 457	49 748 221
	Collectivité de CORSE	29 991 601	3 080 143	33 071 744
030	GARD	86 598 731	13 045 786	99 644 517
031	HAUTE GARONNE	110 402 958	12 486 505	122 889 463
032	GERS	7 937 845	1 456 619	9 394 464
033	GIRONDE	103 266 816	14 506 802	117 773 618
034	HERAULT	128 688 913	16 419 212	145 108 125
035	ILLE ET VILAINE	33 703 018	6 633 716	40 336 734
036	INDRE	10 236 811	2 500 765	12 737 576
037	INDRE ET LOIRE	34 485 440	5 766 358	40 251 798
038	ISERE	51 310 500	9 720 152	61 030 652
039	JURA	7 790 096	1 933 767	9 723 863
040	LANDES	20 745 095	3 409 004	24 154 099
041	LOIR ET CHER	16 821 078	3 264 927	20 086 005
042	LOIRE	38 495 836	5 981 780	44 477 616
043	HAUTE LOIRE	6 139 601	1 391 839	7 531 440
044	LOIRE ATLANTIQUE	70 032 404	11 136 104	81 168 508
045	LOIRET	29 831 234	6 356 910	36 188 144
046	LOT	9 458 804	1 316 719	10 775 523
047	LOT ET GARONNE	23 307 064	4 117 951	27 425 015
048	LOZERE	2 841 122	310 973	3 152 095
049	MAINE ET LOIRE	38 699 647	7 609 148	46 308 795
050	MANCHE	19 254 256	3 680 680	22 934 936
051	MARNE	31 736 247	7 618 334	39 354 581
052	HAUTE MARNE	9 641 735	2 396 179	12 037 914
053	MAYENNE	8 103 935	2 198 585	10 302 520

Annexe n° 1

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE et TSCA)

Tableau 4 - Au titre du RMI et du RSA

Départements		RMI	RSA	TOTAL
054	MEURTHE ET MOSELLE	52 856 992	8 883 439	61 740 431
055	MEUSE	11 491 644	2 861 056	14 352 700
056	MORBIHAN	30 554 004	5 104 249	35 658 253
057	MOSELLE	48 784 958	12 184 913	60 969 871
058	NIEVRE	14 126 222	2 909 200	17 035 422
059	NORD	267 905 477	65 705 704	333 611 181
060	OISE	39 291 968	11 332 349	50 624 317
061	ORNE	17 186 078	3 416 648	20 602 726
062	PAS DE CALAIS	143 371 049	40 178 202	183 549 251
063	PUY DE DOME	37 714 539	5 427 447	43 141 986
064	PYRENEES ATLANTIQUES	41 603 012	5 048 142	46 651 154
065	HAUTES PYRENEES	14 825 346	2 301 682	17 127 028
066	PYRENEES ORIENTALES	57 149 941	11 111 198	68 261 139
067	BAS RHIN	56 264 482	12 472 390	68 736 872
068	HAUT RHIN	28 927 062	8 319 246	37 246 308
069	RHONE	13 096 341	1 677 419	14 773 760
	METROPOLE DE LYON	92 772 198	11 882 545	104 654 743
070	HAUTE SAONE	9 452 302	2 628 134	12 080 436
071	SAONE ET LOIRE	21 918 496	4 585 608	26 504 104
072	SARTHE	28 871 344	7 145 400	36 016 744
073	SAVOIE	14 045 826	2 219 973	16 265 799
074	HAUTE SAVOIE	22 767 295	3 252 976	26 020 271
075	PARIS	234 345 639	12 244 370	246 590 009
076	SEINE MARITIME	102 852 182	21 284 647	124 136 829
077	SEINE ET MARNE	46 697 060	16 402 042	63 099 102
078	YVELINES	44 747 755	7 914 137	52 661 892
079	DEUX SEVRES	14 485 718	3 698 888	18 184 606
080	SOMME	41 587 201	10 455 345	52 042 546
081	TARN	25 000 637	4 127 690	29 128 327
082	TARN ET GARONNE	17 180 812	3 270 299	20 451 111
083	VAR	91 471 316	10 503 512	101 974 828
084	VAUCLUSE	49 192 077	9 100 811	58 292 888
085	VENDEE	16 959 937	4 171 953	21 131 890
086	VIENNE	28 063 443	6 586 202	34 649 645
087	HAUTE VIENNE	20 357 902	4 614 349	24 972 251
088	VOSGES	18 197 078	5 224 824	23 421 902
089	YONNE	16 742 310	4 635 300	21 377 610
090	TERRITOIRE DE BELFORT	8 186 970	1 952 740	10 139 710
091	ESSONNE	60 921 662	12 020 204	72 941 866
092	HAUTS DE SEINE	89 654 852	9 826 161	99 481 013
093	SEINE SAINT DENIS	198 626 080	35 033 598	233 659 678
094	VAL DE MARNE	98 416 182	15 082 896	113 499 078
095	VAL D'OISE	67 847 478	15 111 853	82 959 331
101	GUADELOUPE	147 954 250	29 392 881	177 347 131
103	MARTINIQUE	140 009 331	25 033 335	165 042 666
105	Saint-Pierre-et-Miquelon	109 569	9 307	118 876
	TOTAUX	4 560 897 004	815 609 484	5 376 506 488

Annexe n° 2

**Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)**

Tableau 1 - Les régions

<i>Sous-action</i>	119-06-02 Concours aux ports maritimes	119-06-02 Concours aux ports maritimes	119-06-02 Concours aux ports maritimes	TOTAL
<i>Motif</i>	Services des ports transférés au 1er janvier 2008 Débasage d'une compensation non pérenne LFI 2019 (compensation, <i>pro rata temporis</i> , des postes devenus vacants en 2018)	Services des ports transférés au 1er janvier 2008 Compensation pérenne, en année pleine, des postes devenus vacants en 2019	Services des ports transférés au 1er janvier 2008 Débasage d'une compensation non pérenne LFI 2019 (compensation, <i>pro rata temporis</i> , des postes devenus vacants en 2018)	
<i>Référence</i>	Circulaire LFI 2019 du 5 février 2019 Annexe 4 - Tableau 1	Amendement 1182 au PLF 2020		
Auvergne - Rhône-Alpes				0 €
Bourgogne - Franche-Comté				0 €
Bretagne				0 €
Centre - Val-de-Loire				0 €
Corse				0 €
Grand-Est				0 €
Hauts-de-France		31 292 €		31 292 €
Ile-de-France				0 €
Normandie	-30 858 €	31 292 €		434 €
Nouvelle Aquitaine				0 €
Occitanie	-33 430 €	62 584 €		29 154 €
Pays de la Loire				0 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur				0 €
TOTAL METROPOLE	-64 288 €	125 168 €		60 880 €
Guadeloupe				0 €
Martinique				0 €
Guyane				0 €
Réunion				0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €		0 €
TOTAL	-64 288 €	125 168 €		60 880 €

Annexe n° 2
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	Total tranche 2005	Total tranche 2006	Total Tranche 2007	Total Tranche 2008	Total Tranche 2009	Total Tranche 2010	TRANCHE 2011							Total Tranche 2011		
							Personnels des services des RNIL transférés en 2009			Services des parcs de l'Equipelement transférés en 2011					Total Tranche 2011	
							Personnels titulaires ayant opté au 31/08/2010 (2ème campagne d'option)	Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/08/2010	Postes devenus vacants en 2011	Charges de vacations	Agents non titulaires	Vacants Intermédiaires	Postes vacants 2011			Dépenses de fonctionnement
Guadeloupe	2 642 328 €	1 598 460 €	9 243 706 €	4 458 893 €	10 377 732 €	4 495 498 €	13 123 €	0 €	0 €	1 501 €	0 €	12 951 €	0 €	0 €	4 408 €	31 983 €
Martinique	3 522 946 €	1 946 279 €	5 896 209 €	9 772 163 €	4 594 060 €	6 709 809 €	9 999 €	0 €	0 €	2 676 €	48 298 €	64 925 €	58 599 €	0 €	0 €	184 497 €
Guyane	1 112 038 €	1 192 864 €	847 736 €	2 021 727 €	955 363 €	112 536 €	7 330 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	7 330 €
Réunion	6 407 451 €	2 787 017 €	-205 220 €	2 449 404 €	39 199 311 €	3 512 526 €	23 880 €	1 147 797 €	2 411 €	2 848 €	0 €	56 656 €	66 468 €	8 770 €	1 777 254 €	
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	13 684 762 €	7 524 620 €	15 782 432 €	18 702 188 €	55 126 466 €	14 830 368 €	54 332 €	1 147 797 €	2 411 €	7 025 €	48 298 €	134 532 €	125 067 €	13 178 €	2 001 064 €	

Annexe n° 2
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHÉ 2014			TRANCHÉ 2015			TRANCHÉ 2016		TRANCHÉ 2017			Total Tranche 2017	
	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Réforme AFGSU sages femmes	Réforme infirmier anesthésiste (2ème tranche)	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Transfert de compétences de la loi "Form pro" du 5 mars 2014	Réforme LMD infirmier anesthésiste (3ème tranche)	Services des parcs de l'Équipement transférés en 2011	Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 1ère campagne de droit d'option (à/c du 1er	Total Tranche 2016		Total Tranche 2017		
		Dépenses d'action sociale des personnels ayant opté au 31/12/2012 (dernière campagne d'option)	Dépenses de fonctionnement			Réforme LMD masseur-kiné (1ère tranche)			Réforme LMD masseur-kiné (2ème tranche)	Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option (à/c du 1er			Dépenses d'action sociale des personnels OPA ayant opté dans le cadre de la 3ème campagne de droit d'option (à/c du 1er
Guadeloupe	228 300 €	1 214 €	7 657 €	0 €	1 815 513 €	-4 789 €	659 €	0 €	659 €	0 €	4 633 €	1 655 €	6 287 €
Martinique	257 944 €	1 101 €	0 €	4 837 €	1 305 393 €	0 €	989 €	14 205 €	11 092 €	14 205 €	6 618 €	2 316 €	23 140 €
Guyane	0 €	0 €	0 €	0 €	2 938 355 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Réunion	308 731 €	1 375 €	7 657 €	5 885 €	2 861 776 €	-4 789 €	989 €	14 205 €	11 092 €	14 205 €	0 €	8 604 €	22 809 €
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	794 976 €	3 689 €	15 314 €	10 722 €	8 975 003 €	-9 578 €	2 637 €	20 206 €	22 843 €	28 410 €	11 251 €	12 575 €	52 236 €

Annexe n° 2
Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 2 - Les régions d'outre-mer

REGIONS	TRANCHE 2018						Total Tranche 2018	TRANCHE 2019	Total Tranche 2019	Total Tranche 2020	Total TRANCHES 2005-2020
	Réforme LMD masseur-kiné (3ème tranche)	DAC des charges nouvelles résultant de l'arrêté du 18/05/2017 - diplôme infirmier - revalorisant les indemnités de stages	DAC de revalorisation des bourses au niveau universitaires (décret 28/12/2016)	DAC transfert de service loi form pro 5 mars 2014	Services des parcs de l'Equipement transférés en 2011						
					Ajustement compensation in des dépenses d'action sociale T2 des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option	Ajustement compensation in des dépenses d'action sociale HT2 des OPA des PARCS à l'extinction des droits d'option					
Guadeloupe	0 €	57 229 €	54 124 €	45 422 €	0 €	0 €	156 775 €	0 €	0 €	35 162 302 €	
Martinique	15 858 €	41 730 €	85 530 €	47 424 €	-214 €	-117 €	190 211 €	32 159 €	0 €	34 481 499 €	
Guyane	0 €	26 329 €	4 009 €	35 174 €	0 €	0 €	65 512 €	0 €	0 €	9 252 107 €	
Réunion	15 858 €	98 011 €	260 598 €	47 355 €	0 €	0 €	421 822 €	32 159 €	0 €	68 446 701 €	
St Pierre et Miquelon	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	53 967 €	
TOTAL	31 716 €	223 299 €	404 261 €	175 375 €	-214 €	-117 €	834 320 €	64 318 €	0 €	147 396 576 €	
						-331 €					

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation globale de compensation (DGC)

Tableau 3 - Les collectivités relevant de l'article 74 de la Constitution

<i>Sous-action</i>	122-04-02 DGC Nouvelle Calédonie	122-04-04 DGC Polynésie française	TOTAL
<i>Motif</i>	Transfert Circulation maritime*	Transfert des aérodromes de Bora-Bora, Raiatea et Rangiroa	
<i>Référence</i>	PAP 2020 Transfert n°282	Amendement 1182 au PLF 2020	
Nouvelle-Calédonie	35 208 €		35 208 €
Polynésie Française		900 000 €	900 000 €
TOTAL	35 208 €	900 000 €	935 208 €

Annexe n° 2

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 4 - Les départements

Sous-action	119-04-01 DGD Départements de droit commun	119-04-01 DGD Départements de droit commun	119-04-01 DGD Départements de droit commun	TOTAL
Référence	Circulaire LFI 2019 du 05/02/2019 Annexe 4 - Tableau 2	Circulaire LFI 2019 du 05/02/2019 Annexe 4 - Tableau 2	Amendement 1182 au PLF 2020	
Ain				0€
Aisne				0€
Allier				0€
Alpes-de-Haute-Provence				0€
Hautes-Alpes				0€
Alpes-Maritimes				0€
Ardèche				0€
Ardennes				0€
Ariège				0€
Aube				0€
Aude				0€
Aveyron				0€
Bouches-du-Rhône				0€
Calvados				0€
Cantal				0€
Charente				0€
Charente-Maritime	149 355 €			149 355 €
Cher				0€
Corrèze				0€
Corse-du-Sud				0€
Haute-Corse				0€
Côte-d'Or				0€
Côtes-d'Armor				0€
Creuse				0€
Dordogne				0€
Doubs				0€
Drôme				0€
Eure				0€
Eure-et-Loir				0€
Finistère				0€
Gard				0€
Haute-Garonne				0€
Gers				0€
Gironde	-96 074 €			-96 074 €
Hérault				0€
Référence	Circulaire LFI 2019 du 05/02/2019 Annexe 4 - Tableau 2	Circulaire LFI 2019 du 05/02/2019 Annexe 4 - Tableau 2	Amendement 1182 au PLF 2020	
Haute-Saône				0€
Saône-et-Loire				0€
Sarthe		-20 951 €		-20 951 €
Savoie				0€
Haute-Savoie				0€
Paris				0€
Seine-Maritime				0€
Seine-et-Marne				0€
Yvelines				0€
Deux-Sèvres				0€
Somme				0€
Tarn				0€
Tarn-et-Garonne				0€
Var				0€
Vaucluse				0€
Vendée				0€
Vienne				0€
Haute-Vienne				0€
Vosges				0€
Yonne				0€
Territoire-de-Belfort				0€
Essonne				0€
Hauts-de-Seine				0€
Seine-Saint-Denis	-25 171 €			-25 171 €
Val-de-Marne	-113 377 €			-113 377 €
Val-d'Oise				0€
TOTAL METROPOLE	-285 573 €	149 355 €		-136 218 €
Guadeloupe	26 238 €			26 238 €
Martinique				0€
Guyane				0€
Réunion				0€
TOTAL OUTRE-MER	26 238 €			26 238 €
TOTAL	-259 335 €	149 355 €		-99 980 €

Annexe n° 2

**Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)**

Tableau 5 - Les communes et leurs groupements

Sous-action	119-06-05 Concours DPF	119-06-05 Concours DPF	119-06-05 Concours DPF	
Motif		Débasage d'une compensation non pérenne LFI 2019 (compensation relative au DPF de la Sèvre niortaise, du Mignon et des Autizes depuis le 1er janvier 2015)	Compensation pérenne du transfert du DPF "Eure-et-Andelle"	TOTAL
Référence		Circulaire LFI 2019 du 05/02/2019 Annexe 4 - Tableau 3	PAP 2020 Transfert n°281	
Institut interdépartemental du bassin de la Sèvre Niortaise		-59 059 €		-59 059 €
Communauté d'agglomération Seine-Eure			40 571 €	40 571 €
TOTAL		-59 059 €	40 571 €	-18 488 €

Annexe n°3
Tableau récapitulatif des montants de compensation non pérenne sous forme de fiscalité transférée (TIPCE et TSCA)

Les régions

REGIONS	Transfert de la gestion des fonds européens - 4ème vague - 01/01/2018	Transfert de la gestion des fonds européens - 2ème vague - 01/01/2016	Transfert des CREPS				DAC Transfert de compétence NACRE Mayotte au titre de 2018 et 2019	Total
	Compensation des personnels ayant exercés leur droit d'option au 31 août 2019	Postes devenus vacants en 2019 au prorata temporis	Compensation des postes devenus vacants en 2019 au prorata temporis	Action sociale	CET	Correctif correspondant à la rémunération par les CREPS des 5 agents contractuels déjà transférés le 01/01/2017, titularisés dans le cadre de la loi dite « Sauvadet » et ayant opté pour une intégration dans la FPT		
AUVERGNE-RHONE ALPES			82 281 €	885 €		2 607 €	85 773 €	
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE							0 €	
BRETAGNE			74 889 €	295 €			0 €	
CENTRE VAL DE LOIRE							75 184 €	
CORSE							0 €	
GRAND-EST			2 582 €	295 €	10 500 €		13 377 €	
HAUTS-DE-France					5 438 €		5 438 €	
ILE-DE-FRANCE					188 €		188 €	
NORMANDIE							0 €	
NOUVELLE AQUITAINE							0 €	
OCCITANIE	67 205 €		15 768 €	295 €	10 785 €	543 €	94 596 €	
PAYS DE LA LOIRE							0 €	
PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR	67 205 €	0 €	175 520 €	1 770 €	5 175 €	-16 634 €	-11 459 €	
<i>Total Métropole</i>					32 086 €	-13 484 €	263 087 €	
GUADELOUPE					750 €		750 €	
MARTINIQUE							0 €	
GUYANE							0 €	
REUNION		91 510 €			4 575 €	-150 205 €	-54 120 €	
SAINTE-PIERRE-ET-MIQUELON							0 €	
SAINTE-MARTIN							0 €	
SAINTE-BARTHELEMY							0 €	
MAYOTTE							58 070 €	
TOTAL Outre-mer	0 €	91 510 €	0 €	0 €	5 325 €	-150 205 €	58 070 €	
TOTAL GLOBAL	67 205 €	91 510 €	175 520 €	1 770 €	37 411 €	-163 689 €	267 797 €	
	158 715 €			51 012 €				

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation non pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 1 - Les régions

<i>Sous-action</i>		TOTAL
<i>Motif</i>		
<i>Référence</i>		
Auvergne - Rhône-Alpes		0 €
Bourgogne - Franche-Comté		0 €
Bretagne		0 €
Centre - Val-de-Loire		0 €
Corse		0 €
Grand-Est		0 €
Hauts-de-France		0 €
Ile-de-France		0 €
Normandie		0 €
Nouvelle Aquitaine		0 €
Occitanie		0 €
Pays de la Loire		0 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur		0 €
TOTAL METROPOLE	0 €	0 €
Guadeloupe		0 €
Martinique		0 €
Guyane		0 €
Réunion		0 €
TOTAL OUTRE-MER	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €

Annexe n° 4

Tableaux récapitulatifs des montants de compensation pérenne
sous forme de dotation générale de décentralisation (DGD)

Tableau 3 - Les communes et leurs groupements

<i>Sous-action</i>			
<i>Motif</i>			
<i>Référence</i>			
			0 €
TOTAL		0 €	0 €

Annexe n° 5 :
Tableau récapitulatif des décrets de transfert de services

**Le partage définitif des services, par décret
en Conseil d'État**

Les décrets ayant fait l'objet d'une publication sont énumérés dans le tableau suivant :

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2006			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les collèges et les lycées et services gestionnaires des personnels TOS (ministère de l'éducation nationale)	Décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005	27 décembre 2005	1 ^{er} janvier 2006
Services transférés au 1^{er} janvier 2007			
Services exerçant les compétences en matière de routes départementales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1341 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1342 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences en matière de fonds de solidarité pour le logement (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1343 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services exerçant les compétences dans les ports départementaux maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2006-1344 du 6 novembre 2006	7 novembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées agricoles et services gestionnaires des personnels TOS des lycées agricoles (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2006-1756 du 23 décembre 2006	30 décembre 2006	1 ^{er} janvier 2007
Services transférés au 1^{er} février 2007			
Services régionaux de l'inventaire général du patrimoine culturel (ministère de la culture)	Décret n° 2007-20 du 4 janvier 2007	6 janvier 2007	1 ^{er} février 2007
Services transférés au 1^{er} septembre 2007			
Services participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général technique dans les lycées professionnels maritimes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-778 du 10 mai 2007	11 mai 2007	1 ^{er} septembre 2007
Services transférés au 1^{er} janvier 2008			
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales (portions résiduelles) et transfert des services au département de la Seine-Saint-Denis exerçant les compétences en matière de routes départementales	Décret n° 2007-1614 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
(ministère de l'équipement)			
Services exerçant les compétences dans le domaine des aérodromes (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1615 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports d'intérêt national (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1616 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1617 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau – 5 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2007-1618 du 15 novembre 2007	17 novembre 2007	1 ^{er} janvier 2008
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 1 ^{ère} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2007-1946 du 26 décembre 2007	1 ^{er} janvier 2008	1 ^{er} janvier 2008
Services transférés au 1^{er} janvier 2009			
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-791 du 20 août 2008	21 août 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des voies d'eau au profit de 3 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1377 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences dans le domaine des ports maritimes transférés en application de la loi du 22 juillet 1983 au profit de la Communauté d'agglomération de Morlaix (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1378 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences en matière de routes nationales – Transfert au département de la Guyane et à la région Réunion et transfert de portions résiduelles de routes nationales à 10 départements (ministère de l'équipement)	Décret n° 2008-1379 du 19 décembre 2008	24 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009
Services exerçant les compétences à l'égard du RMI, des FAJ, des CLIC, des CODERPA, des FSL, des fonds d'aide eau et énergie, de la lutte anti-vectorielle et des bourses et formations sanitaires et sociales – Modification du décret du 20 août 2008 (ministère de l'intérieur et ministère en charge des affaires sociales)	Décret n° 2008-1450 du 22 décembre 2008	31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 2 ^{ème} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n° 2008-1552 du 31 décembre 2008	1 ^{er} janvier 2009	1 ^{er} janvier 2009
Services transférés au 1^{er} septembre 2009			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences transférées au STIF en matière de plan de déplacements urbains, d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires et de remboursement des frais de déplacement des élèves et des étudiants handicapés (MEDDTL, ministères de l'intérieur et de l'éducation nationale)	Décret n° 2009-954 du 29 juillet 2009	2 août 2009	1 ^{er} septembre 2009
Services transférés au 1^{er} janvier 2010			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Bretagne au 1 ^{er} janvier 2008 et participant à l'exercice des compétences sur le domaine public fluvial du port de Saint-Laurent-du-Maroni dont la propriété a été transférée à la communauté de communes de l'Ouest guyanais au 1 ^{er} janvier 2009 (MEDDTL)	Décret n°2009-1622 du 23 décembre 2009	26 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services assurant la conduite des opérations en matière d'aménagement foncier – 3 ^{ème} vague de transfert (ministère de l'agriculture)	Décret n°2009-1669 du 29 décembre 2009	30 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services chargés de la délivrance des autorisations préalables au changement d'usage des locaux destinés à l'habitation (ministère de l'intérieur et MEDDTL)	Décret n°2009-1726 du 30 décembre 2009	31 décembre 2009	1 ^{er} janvier 2010
Services transférés au 1^{er} janvier 2011			
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences dans le domaine des voies d'eau dont la propriété a été transférée à la région Alsace, au département du Bas-Rhin et à la Communauté urbaine de Strasbourg (ministère de l'agriculture)	Décret n°2010-1756 du 30 décembre 2010	31 décembre 2010	1 ^{er} janvier 2011
Services transférés au 1^{er} janvier 2012			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial non navigable de la Vire et du canal de Vire-Taute dont la propriété a été transférée au syndicat pour le développement du Saint-Lois (ministère de l'écologie)	Décret n°2011-2017 du 29 décembre 2011	30 décembre 2011	1 ^{er} janvier 2012
Services transférés au 1^{er} janvier 2014			
Services déconcentrés en charge du domaine public fluvial du Var dont la propriété a été transférée au département des Alpes-Maritimes (ministère de l'écologie)	Décret n°2013-1206 du 23 décembre 2013	24 décembre 2013	1 ^{er} janvier 2014

Services transférés par ministère décentralisateur	Numéro et date du décret	Date de publication du décret au JO	Date d'entrée en vigueur
Services transférés au 1^{er} janvier 2015			
Services déconcentrés du domaine public fluvial de la Sèvre Niortaise, du Mignon et des Autizes (ministère de l'écologie)	Décret n° 2014-1558 du 22 décembre 2014	24 décembre 2014	1 ^{er} janvier 2015
Services déconcentrés participant aux missions de l'autorité de gestion des programmes européens financés au titre du fonds social européen ou du fonds européen de développement régional ou du fonds européen agricole pour le développement rural (ministères de l'intérieur, de l'écologie, de l'agriculture, du travail, de l'économie, de la culture et services du premier ministre)	Décret n° 2015-783 du 29 juin 2015	30 juin 2015	1 ^{er} juillet 2015 pour les services mis à disposition avant le 1 ^{er} avril 2015 sinon 1 ^{er} janvier de l'année suivant la mise à disposition
Services transférés au 1^{er} janvier 2017			
Services déconcentrés participant à l'exercice de la compétence des centres de ressources, d'expertises et de performances sportives (ministère des sports)	Décrets n° 2016-1055 du 1 ^{er} août 2016 et n°2016-1803 du 20 décembre 2016	3 août et 22 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017
Services déconcentrés participant à l'exercice des compétences en matière de formation professionnelle transférés par la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale (ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, ministère de la justice)	Décret n°2016-1678 du 26 décembre 2016	28 décembre 2016	1 ^{er} janvier 2017
Services transférés au 1^{er} janvier 2020			
Services participant à l'exercice des missions des DRONISEP en matière de diffusion de la documentation et d'élaboration des publications à portée régionale relatives à l'orientation scolaire et professionnelle des élèves et des étudiants transférées par la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel	Décret n° 2019-1552 du 30 décembre 2019	31 décembre 2019	1 ^{er} janvier 2020

Annexe n° 6

Tableau récapitulatif des montants de compensation pérenne sous forme de fiscalité transférée (TICPE) et de prélèvement sur recettes (PSR) versés aux régions dans le cadre de la réforme de l'apprentissage

REGIONS	Versement sous forme de PSR	Versement d'une part du produit de la TICPE	Reprise de TICPE versée au titre de l'article 41 de la LFI 2014	Total
Auvergne-Rhône-Alpes	14 369 701 €	21 736 610 €		36 106 311 €
Bourgogne-Franche-Comté	5 703 617 €	8 398 923 €		14 102 540 €
Bretagne	5 454 832 €	8 302 754 €		13 757 586 €
Centre-Val de Loire	4 799 097 €		-2 899 747 €	4 799 097 €
Corse	703 986 €	904 080 €		1 608 066 €
Grand-Est	13 037 784 €	22 792 610 €		35 830 394 €
Hauts-de-France	4 064 636 €	2 820 443 €		6 885 079 €
Ile-de-France	9 238 093 €	6 202 131 €		15 440 224 €
Normandie	5 088 441 €	6 047 773 €		11 136 214 €
Nouvelle-Aquitaine	5 481 805 €	679 761 €		6 161 566 €
Occitanie	13 276 673 €	21 331 288 €		34 607 961 €
Pays de la Loire	11 116 171 €		-8 355 299 €	11 116 171 €
Provence-Alpes-Côte d'Azur	18 621 291 €	34 241 410 €		52 862 701 €
Total Métropole	110 956 127 €	133 457 783 €	-11 255 046 €	244 413 910 €
Guadeloupe	2 571 462 €	5 272 136 €		7 843 598 €
Martinique	5 593 473 €	11 950 538 €		17 544 011 €
Guyane	428 282 €		-34 280 €	428 282 €
La Réunion	3 009 741 €	6 205 803 €		9 215 544 €
Total Outre-Mer	11 602 958 €	23 428 477 €	-34 280 €	35 031 435 €
Total global	122 559 085 €	156 886 260 €	-11 289 326 €	279 445 345 €